

**CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL SUD RHONE ALPES**

**SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL VARIABLE**

Au capital actuel de 70 283 056, 25 EUROS

Siège social : 15-17 rue Paul Claudel – 38100 GRENOBLE  
402 121 958 RCS GRENOBLE

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL  
1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2014**

---

# **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

## **1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2014**

---

|  |         |
|--|---------|
| 1- RAPPORT D'ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE 2014.....              | page 3  |
| 2- COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30 JUIN 2014 ... | page 24 |
| 3- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....                     | page 65 |
| 4- DECLARATION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION.....              | page 70 |

**CREDIT AGRICOLE  
SUD RHONE ALPES**

**RAPPORT FINANCIER 1<sup>er</sup> semestre 2014**

**1<sup>ère</sup> partie**

**EVENEMENTS ET ACTIVITE DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 2014**

**2<sup>ème</sup> partie**

**LA GESTION DES RISQUES AU 30 JUIN 2014**

## 1ere PARTIE – EVENEMENTS ET ACTIVITE DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 2014

### 1. LES EVENEMENTS IMPORTANTS DE LA PÉRIODE

L'année 2013 et le début de l'année 2014 ont marqué une nette inversion de tendance du cycle européen. Les signaux d'une modeste reprise et le retour des investisseurs étrangers, qui réapprécient le risque des autres zones par rapport à celui de la zone euro, ont contribué à un net redressement de la confiance. Cependant, le rythme de croissance reste décidément inférieur à celui des autres économies avancées et, si le retournement est partagé par les principales économies de la zone, les différentiels de croissance persistent, à la fois au sein du groupe des pays périphériques et des pays du centre.

En France, la croissance a marqué le pas au premier trimestre 2014. Le PIB en volume est resté stable, après avoir progressé de 0,2% t/t au quatrième trimestre 2013. La consommation des ménages a reculé, plombée par des dépenses énergétiques en fort repli, les hausses de taux de TVA et le durcissement du bonus/malus automobile au 1er janvier. L'investissement total s'est sévèrement replié. Avec un marché immobilier fonctionnant toujours au ralenti, l'investissement des ménages a poursuivi son ajustement. La contribution du commerce extérieur a été défavorable, les importations ayant rebondi. Enfin, la contribution des variations de stocks a été fortement positive.

En dépit du niveau élevé du taux de chômage et de la poursuite de l'ajustement budgétaire (déficit public prévu à 3,8% du PIB 2014, après 4,3% en 2013), la consommation des ménages profite d'une hausse un peu plus forte de son principal déterminant, le pouvoir d'achat, grâce à une inflation toujours très modérée et à la légère accélération des revenus d'activité. Le taux d'épargne est quant à lui quasiment stable sur la période. Son profil restera toutefois heurté sur l'ensemble de l'année, afin de limiter les fluctuations de la consommation privée.

Le redressement très progressif de la demande, à la fois extérieure et interne, est un élément positif pour l'investissement des entreprises. La mise en œuvre du CICE est également un facteur de soutien, puisqu'il devrait permettre une amélioration du taux d'épargne des sociétés non financières (ratio entre le revenu disponible brut et leur valeur ajoutée) en réduisant la progression de l'impôt sur les bénéfices. Les conditions de financement restent par ailleurs plutôt favorables, sans assèchement du crédit bancaire et avec des taux toujours faibles en tendance. Néanmoins, plusieurs contraintes restent très prégnantes. D'une part, les besoins en renouvellement et modernisation du capital sont plus faibles qu'ailleurs en zone euro, le taux d'investissement s'étant globalement moins ajusté en France que dans les autres grands pays de la zone euro pendant la crise. D'autre part, la situation financière des entreprises reste dégradée. En 2013, le taux de marge des sociétés non financières, c'est-à-dire leur excédent brut d'exploitation (EBE) rapporté à leur valeur ajoutée, est resté très limité, à 29,8%. En 2014, il peine à se redresser. L'amélioration, même graduelle, de l'emploi pèse sur le redressement de la productivité. La hausse des taux de TVA au 1er janvier 2014, dont une partie n'a pas été répercutée sur les prix compte tenu du contexte économique toujours fragile, a également un impact défavorable.

### 2. L'ACTIVITE DE LA CAISSE REGIONALE

Au 1<sup>er</sup> semestre 2014, la Caisse régionale de Sud Rhône Alpes a poursuivi son développement avec le lancement d'une grande campagne commerciale baptisée « Question de confiance ». Basée sur une offre loyale et attractive, couvrant une large gamme de besoins en assurance, crédits, collecte et services, cette campagne a permis de dynamiser l'activité sur notre territoire.

Le début d'année a également été marqué par le lancement de nouveaux services, telle l'offre de gestion conseillée destinée aux clientèles patrimoniales, et le développement de notre politique de

reconnaissance de la fidélité client avec la création du club des entreprises partenaires. Les entreprises signataires de ces conventions de partenariat bénéficient d'avantages avec chaque mois une offre dédiée créée pour le club. Cette dynamique induit une progression du nombre de clients et de sociétaires (+12,8% de parts sociales sur la période).

## LES RESSOURCES

Avec 17 483 millions d'euros, l'encours de collecte affiche une croissance de 2,0% sur un an, tirée par le développement de la collecte bilan qui enregistre une hausse de 2,5% sur la même période. La collecte bilan, élément essentiel au refinancement des crédits, a bénéficié du lancement récent du livret sociétaire qui a été un grand succès avec près de 600 millions d'euros collectés. La collecte globale est également soutenue par l'assurance vie qui connaît un regain d'intérêt avec un encours en hausse de 3,6% compte tenu du maintien des avantages fiscaux et du niveau des intérêts servis.

## LES EMPLOIS

Dans le même temps le CA Sud Rhône Alpes continue d'accompagner les projets de ses clients sur l'ensemble de son territoire et enregistre de bons résultats en matière d'activité crédits. Au 30 juin 2014 les encours s'élèvent à 12 039 millions d'euros, en croissance de 2,0% par rapport au 30 juin 2013. Malgré un ralentissement confirmé du marché immobilier, qui a pesé sur nos activités de prêteur, les réalisations de crédits habitats 2014 se sont maintenues au niveau élevé de 496 millions d'euros, en retrait cependant de 12% sur l'activité exceptionnelle du premier semestre 2013. La dynamique d'évolution des encours de crédits habitats situe Sud Rhône-Alpes au 5ème rang des Caisses régionales de Crédit Agricole.

## **3. LES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION**

### LES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION EN NORMES FRANCAISES, PERIMETRE CAISSE REGIONALE

| En M€                               | Montants     |              | Variation     |
|-------------------------------------|--------------|--------------|---------------|
|                                     | 30/06/2014   | 30/06/2013   |               |
| <b>Produit Net Bancaire</b>         | <b>222,5</b> | <b>219,2</b> | <b>+ 1,5</b>  |
| Charges de fonctionnement nettes    | - 118,6      | - 118,4      | + 0,2         |
| <b>Résultat Brut d'Exploitation</b> | <b>103,8</b> | <b>100,9</b> | <b>+ 2,9</b>  |
| Coût du risque (+/-)                | + 0,2        | - 2,6        | ns            |
| Impôt sur les bénéfices             | - 29,6       | - 35,7       | - 17,1        |
| <b>Résultat Social</b>              | <b>67,0</b>  | <b>60,5</b>  | <b>+ 10,8</b> |

Le PNB semestriel a fait preuve d'une bonne résilience malgré le niveau d'investissement consenti au développement de l'activité sur nos territoires.

La marge d'intermédiation est inférieure de 18 M€ à son niveau 2013 du fait d'un profit exceptionnel sur netting de swaps qui a pesé pour 13,4 M€ dans les comptes du 1<sup>er</sup> semestre 2013, conjugué à une baisse des commissions sur encours de collecte 2014, en raison de la baisse des taux de marché. Par contre les commissions de service clientèle ont augmenté de 4,1%, sur les produits d'assurance, les valeurs mobilières et l'équipement en package de services. Après deux années consécutives sans dividende, CAsa de nouveau bénéficiaire, a décidé le versement d'un dividende au titre des résultats 2013 via la SAS Rue la Boetie. Celui-ci s'élève à 14,2 M€ pour la Caisse régionale et bonifie le PNB qui s'établit à 222,5 M€, en évolution de + 1,5%.

Les charges de fonctionnement nettes, s'élèvent à 118,6 M€ (+ 0,2%). Les charges de personnel sont en augmentation de + 3,0% et les autres charges de fonctionnement en diminution de - 3,8%, sous l'effet des économies dégagées par le regroupement des systèmes d'informations achevé en 2013 (projet Nice) et de diverses optimisations de processus tels le recyclage des fonds en agence et le relevé de compte dématérialisé. Parallèlement la Caisse régionale poursuit son programme de rénovation de l'ensemble du réseau d'agences en application de son nouveau modèle de distribution.

Au total, sous l'effet de l'accroissement du PNB et de la quasi stabilité des charges de fonctionnement, le RBE progresse de + 2,9% à 103,8 M€

En réduction de - 0,7 point à 53,3%, le coefficient d'exploitation se maintient à un niveau très compétitif conférant un avantage structurel important pour l'entreprise.

La part des encours CDL dans le stock des crédits est réduite à 1,29% en capital en baisse de 0,04% sur la situation de juin 2013 qui était déjà sur des niveaux extrêmement bas, très inférieurs à la moyenne du groupe Crédit Agricole.

La maîtrise des risques crédits est un axe majeur pour la Caisse régionale, qui lui permet de poursuivre l'accompagnement de l'économie de son territoire.

Après impact du coût du risque et de la fiscalité, le Résultat net social ressort à 67 M€

#### **LES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION EN NORMES IFRS, PERIMETRE CONSOLIDE**

Les comptes consolidés intègrent les comptes de la Caisse régionale, des Caisses locales et du fonds dédié « SRA placement ».

Le résultat IFRS du 1<sup>er</sup> semestre 2014 pour la Caisse régionale seule est de 73,9 M€. L'essentiel du retraitement entre le bénéfice social de 67 M€ et le résultat IFRS résulte de la prise en compte des retraitements liés aux normes IFRS (réintégration des dotations au FRBG pour 7,6 M€, dépréciation durable des titres, opérations de couverture de taux, impôts différés).

La contribution au résultat du groupe ressort respectivement à + 2,4 M€ pour les Caisses Locales et + 0,3 M€ pour le fonds dédié. Le résultat net consolidé s'établit à 76,6 M€ en progression de 33,9%

| En M€                                | Montants    |             | Variation     |
|--------------------------------------|-------------|-------------|---------------|
|                                      | 30/06/2014  | 30/06/2013  |               |
| <b>Produit Net Bancaire</b>          | 228,3       | 208,7       | + 9,4         |
| Charges de fonctionnement nettes     | -118,8      | -118,5      | + 0,2         |
| <b>Résultat Brut d'Exploitation</b>  | 109,6       | 90,1        | + 21,6        |
| Coût du risque (+/-)                 | -0,8        | -2,6        | - 69,2        |
| Résultat sur actifs immobilisés      | -0,1        | 0,0         | ns            |
| <b>Résultat avant Impôt</b>          | 108,7       | 87,5        | + 24,1        |
| Charge fiscale                       | -32,0       | -30,3       | + 5,7         |
| <b>RESULTAT NET - PART DU GROUPE</b> | <b>76,6</b> | <b>57,2</b> | <b>+ 33,9</b> |

## 4. CONCLUSION ET PERSPECTIVES 2014

Les objectifs de croissance 2014 confirment l'orientation de renforcer la relation avec les clients et sociétaires, dans le cadre d'une relation équilibrée, respectueuse de nos valeurs de banque coopérative. En tant que banque universelle de proximité, l'ensemble des ressources clients figurant au bilan est destiné à répondre aux besoins de financement de nos territoires. Malgré la pression des régulateurs, les évolutions fiscales et les perspectives d'encadrement par la nouvelle loi bancaire, la Caisse régionale peut s'appuyer sur son territoire, sa dynamique commerciale et la stabilité de son fonds de commerce, ses parts de marché solides et la maîtrise de ses risques pour servir et soutenir ses clients et sociétaires.

Le ratio Crédit sur Collecte s'élève à 111,8%, en amélioration de 4,8 points sur un an. Il se situe favorablement par rapport à la moyenne des Caisses régionales de Crédit Agricole. Le niveau des fonds propres permet d'atteindre un ratio Bâle III de 15,49% au 31 mars 2014 pour une exigence de 8%, au-delà le ratio de liquidité s'établit à 146,16% au 30 juin 2014 pour une norme de 100%.

Ces ratios confèrent à la Caisse régionale une capacité de développement future et une structure financière solide qui démontrent les atouts de son modèle de banque de proximité.

## 2<sup>ème</sup> PARTIE – LA GESTION DES RISQUES AU 30 JUIN 2014

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne du Groupe, mis en œuvre par tous les acteurs, intervenants de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

L'organisation, les principes et outils de gestion et de surveillance de ces risques sont décrits de manière détaillée au sein du rapport financier annuel 2013, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques du rapport de gestion. Ce document est consultable sur le site [ca-sudrhonealpes.fr](http://ca-sudrhonealpes.fr) dans l'espace « information réglementée – publications 2014 – rapport financier annuel 2013 ».

Les principales catégories de risques auxquels le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est exposé sont les risques de crédit, les risques de marché et les risques structurels de gestion du bilan.

La description de ces risques et les principales évolutions constatées sur le premier semestre 2014 sont présentées ci-dessous.

Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires résumés du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes au 30 juin 2014.

Par ailleurs, des informations complémentaires sont fournies concernant les risques opérationnels et les risques de non-conformité.

### RISQUE DE CREDIT

Un risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celle-ci présente une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, garanties données ou engagements confirmés non utilisés. Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'est pas concerné par l'utilisation d'instruments dérivés et la titrisation.

La Politique des Risques Crédit a été actualisée en date du 26 février 2013 par le Conseil d'Administration. Son périmètre couvre les crédits et les engagements sur des contreparties, hors opérations pour compte propre (placements de fonds propres, opérations de marché ...). Elle a pour objectif de guider les analyses et les décisions de tous les acteurs de l'entreprise en matière de prise de risques de contrepartie.

Elle est organisée autour de deux grands marchés :

- le « marché de proximité » qui regroupe les particuliers, les professionnels, les agriculteurs, les associations ;
- le marché de la « Grande Clientèle » qui regroupe les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 1,5 million d'euros, les collectivités Publiques, la Promotion Immobilière.

Cette Politique s'articule autour des principes et limites suivants :

1. division des Risques ;
2. partage de Risques ;
3. limite par contrepartie ;
4. limites par secteurs d'activité et exclusions.

Il est régulièrement proposé au Conseil d'administration une révision de la politique crédit en fonction de l'évolution de la cartographie des risques.

Le respect de la mise en œuvre de la politique crédit et du bon fonctionnement du dispositif d'octroi et de surveillance des risques crédits entre dans le périmètre de contrôle de la Caisse régionale.

L'organisation de ce dispositif de contrôle est inchangée depuis le 31 décembre 2013.

En mai 2014, en vue d'une complète et prochaine convergence des notions de CDL et de Défaut, les règles de contagion du Défaut au sein d'un groupe de risque ont évolué sur la Banque de Détail. Au cours du 1er semestre 2014, aucune autre modification n'a été apportée à la méthodologie et aux systèmes de mesure issus du dispositif de notation Bâle II.

## **L'EXPOSITION AU RISQUE DE CREDIT**

### **1 Exposition maximale**

| (en milliers d'euros)  | 30/06/2014        | 31/12/2013        |
|--|-------------------|-------------------|
| Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte) | 5 449             | 4 984             |
| Instruments dérivés de couverture  | 8 804             | 13 890            |
| Actifs disponible à la vente (hors titres à revenu variable)   | 90 659            | 108 573           |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes)  | 95 172            | 22 731            |
| Prêts et créances sur la clientèle   | 11 998 213        | 12 072 693        |
| Actif financiers détenus jusqu'à l'échéance  | 823 683           | 701 235           |
| <b>Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciations)</b>   | <b>13 021 980</b> | <b>12 924 106</b> |
| Engagements de financement donnés (hors opérations internes)   | 940 535           | 939 940           |
| Engagements de garantie donnés (hors opérations internes)  | 172 785           | 191 554           |
| Provisions - Engagements par signature   | - 6 526           | - 6 883           |
| <b>Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)</b>  | <b>1 106 794</b>  | <b>1 124 611</b>  |
| <b>TOTAL EXPOSITION NETTE</b>  | <b>14 128 774</b> | <b>14 048 717</b> |

### **2 Ventilation des encours de prêts et créances sur la clientèle et les établissements de crédit par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

| (en milliers d'euros)   | 30/06/2014        |  |                             |                           |                   |
|---|-------------------|--|-----------------------------|---------------------------|-------------------|
|   | Encours bruts     | dont encours bruts dépréciés sur base individuelle | Dépréciations individuelles | Dépréciations collectives | Total             |
| Administrations générales   | 1                 | 0  | 0                           | 0                         | 1                 |
| Banques centrales   | 0                 | 0  | 0                           | 0                         | 0                 |
| Etablissements de crédit  | 91 098            | 0  | 0                           | 0                         | 91 098            |
| Institutions non établissements de crédit   | 1 789 272         | 3 975  | 3 420                       | 0                         | 1 785 852         |
| Grandes entreprises   | 1 283 780         | 28 789   | 19 421                      | 14 369                    | 1 249 990         |
| Clientèle de détail   | 9 041 072         | 132 862  | 74 457                      | 42 848                    | 8 923 767         |
| <b>Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)</b> | <b>12 205 223</b> | <b>165 626</b>                                     | <b>97 298</b>               | <b>57 217</b>             | <b>12 050 708</b> |

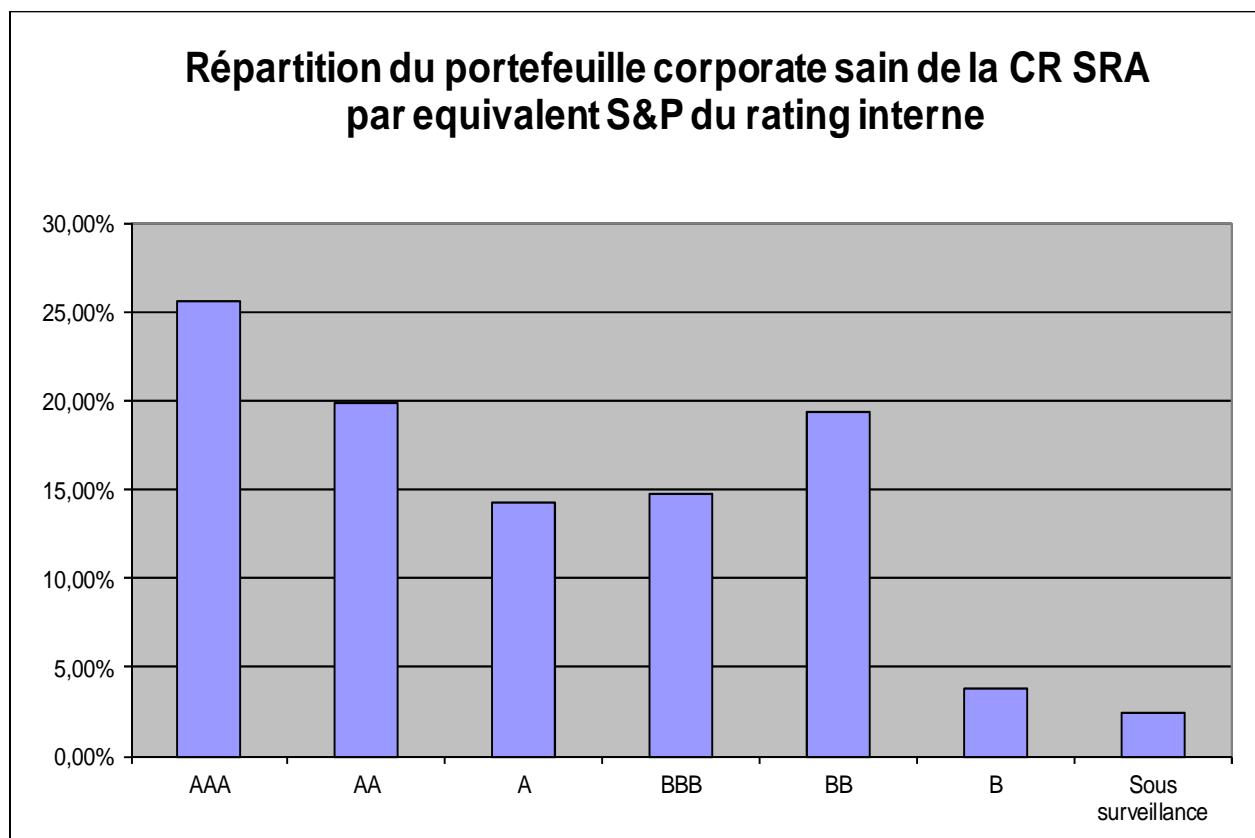
(1) Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 17 030 milliers d'euros

| (en milliers d'euros)   | 31/12/2013        |  |                             |                           |                   |
|---|-------------------|--|-----------------------------|---------------------------|-------------------|
|   | Encours bruts     | dont encours bruts dépréciés sur base individuelle | Dépréciations individuelles | Dépréciations collectives | Total             |
| Administrations-générales   | 1                 | 0  | 0                           | 0                         | 1                 |
| Banques centrales   | 0                 | 0  | 0                           | 0                         | 0                 |
| Etablissements de crédit  | 18 923            | 0  | 0                           | 0                         | 18 923            |
| Institutions non établissements de crédit   | 1 891 093         | 4 646  | 3 631                       | 0                         | 1 887 462         |
| Grandes entreprises   | 1 355 612         | 26 676   | 19 747                      | 19 000                    | 1 316 865         |
| Clientèle de détail   | 8 956 867         | 129 141  | 73 541                      | 42 389                    | 8 840 937         |
| <b>Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)</b> | <b>12 222 496</b> | <b>160 463</b>                                     | <b>96 919</b>               | <b>61 389</b>             | <b>12 064 188</b> |

(1) Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 14 198 milliers d'euros

## QUALITE DES EN COURS

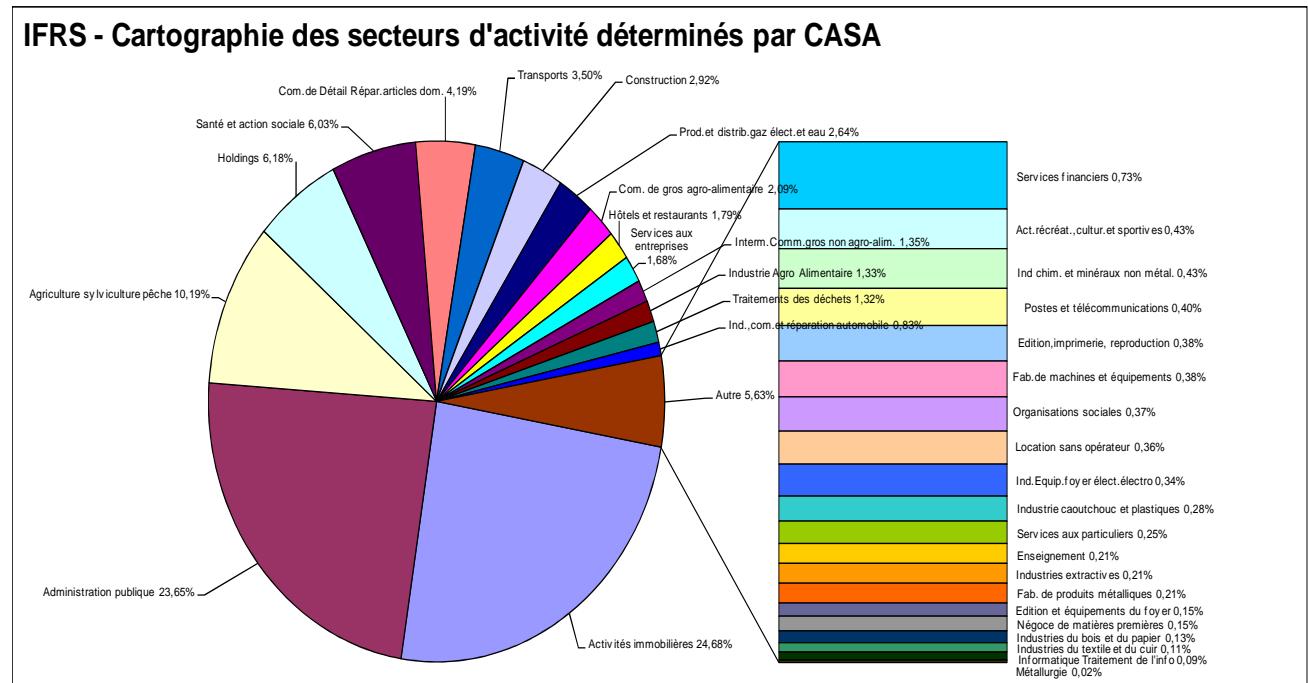
### 1 Répartition du portefeuille Corporate de la Caisse régionale Sud Rhône Alpes au 30 juin 2014



La ventilation par équivalent note Standard & Poor's est obtenue selon le tableau suivant :

| Notation Interne   | Probabilité de défaut | Equivalent S&P | Libellé graphique |
|--------------------|-----------------------|----------------|-------------------|
| A+                 | 0,00%                 | AAA            | AAA               |
| A                  | 0,01%                 | AA+ & AA       | AA                |
| B+                 | 0,02%                 | AA- & A+       |                   |
| B                  | 0,06%                 | A & A-         | A                 |
| C+                 | 0,16%                 | BBB+           |                   |
| C                  | 0,30%                 | BBB            | BBB               |
| C-                 | 0,60%                 | BBB-           |                   |
| D+                 | 0,75%                 | BB+            |                   |
| D                  | 1,25%                 | BB             | BB                |
| D-                 | 1,90%                 | BB-            |                   |
| E+                 | 5,00%                 | B+ & B         | B                 |
| E                  | 12,00%                | B-             |                   |
| E-                 | 20,00%                | CCC & CC & C   | Sous surveillance |
| F                  | 100,00%               | D              |                   |
| Z                  | 100,00%               | D              |                   |
| ND                 |                       |                |                   |
| NON VENTILE        |                       |                |                   |
| <b>HORS RETAIL</b> |                       |                |                   |

## 2 Diversification du portefeuille de la Caisse régionale Sud Rhône Alpes par filière d'activité économique au 30/06/2014



## **COUT DU RISQUE**

| <i>(en milliers d'euros)</i>  | <b>30/06/2014</b> | <b>31/12/2013</b> | <b>30/06/2013</b> |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>Dotations aux provisions et aux dépréciations</b>  | <b>-19 656</b>    | <b>-39 153</b>    | <b>-21 482</b>    |
| Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe  | 0                 | 0                 | 0                 |
| Prêts et créances   | -19 139           | -36 886           | -20 487           |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance  | 0                 | 0                 | 0                 |
| Autres actifs   | -1                | -8                | -26               |
| Engagements par signature   | -219              | -496              | -312              |
| Risques et charges  | -297              | -1 763            | -297              |
| <b>Reprises de provisions et de dépréciations</b>   | <b>18 811</b>     | <b>28 891</b>     | <b>20 028</b>     |
| Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe  | 0                 | 0                 | 0                 |
| Prêts et créances   | 17 675            | 26 608            | 15 362            |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance  | 0                 | 0                 | 0                 |
| Autres actifs   | 1                 | 5                 | 3                 |
| Engagements par signature   | 396               | 1 805             | 1 010             |
| Risques et charges  | 739               | 473               | 3 653             |
| <b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions</b>   | <b>-845</b>       | <b>- 10 262</b>   | <b>-1 454</b>     |
| Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement | 0                 | 0                 | 0                 |
| Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés   | -495              | -1 786            | -1 356            |
| Récupérations sur prêts et créances amortis   | 774               | 663               | 323               |
| Décotes sur crédits restructurés  | -206              | -350              | -99               |
| Pertes sur engagements par signature  | 0                 | -117              | 0                 |
| Autres pertes   | -27               | -52               | -4                |
| <b>Pertes nettes</b>  | <b>46</b>         | <b>-1 642</b>     | <b>-1 136</b>     |
| <b>Coût du risque</b>   | <b>-799</b>       | <b>-11 904</b>    | <b>-2 590</b>     |

Les dotations nettes de reprises sont modérées au premier semestre 2014 à 0,84 million d'euros intégrant une reprise de la provision collective de 4,17 millions d'euros.

Le taux de CDL sur créances reste à un niveau extrêmement bas à 1,36% contre 1,32 % au 31.12.2013. Le taux de couverture des encours CDL par les provisions en capital et intérêts passe quant à lui à 58,96% contre 60,36% au 31.12.2013.

## **RISQUES DE MARCHE**

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est exposé aux risques de marché sur les éléments de son portefeuille de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur (au prix de marché).

On distingue comptablement le Trading book et le Banking book. La variation de juste valeur du Trading book se traduit par un impact sur le résultat. La variation de juste valeur du Banking book se traduit par un impact sur les fonds propres.

La Caisse régionale n'a pas l'intention de détenir un Trading Book, son activité essentielle relevant du Banking Book.

Le suivi des risques de marché est effectué régulièrement sur la base du portefeuille exposé au risque de marché : placement et assimilés. Ce suivi fait l'objet de reportings quotidiens (suivi des stop loss), mensuels (rapport d'activité) et de mesures d'exposition mensuelles au moyen des méthodes VaR et de stress scénarii.

## **GESTION DES RISQUES DE MARCHE**

Le contrôle des risques de marché du groupe Crédit Agricole est structuré en deux niveaux distincts mais complémentaires.

Au niveau central, la Direction des Risques et Contrôles Permanents Groupe assure la coordination sur tous les sujets de pilotage et contrôle des risques de marché à caractère transverse. Elle norme les données et les traitements afin d'assurer l'homogénéité de la mesure consolidée des risques et des contrôles.

Au niveau de la Caisse régionale, le Responsable des Risques et Contrôles Permanents contrôle les risques de marché issus des activités. Il est nommé par le Directeur Général du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes et lui est directement rattaché. Il est appuyé dans ses missions par un Contrôleur Permanent comptable et financier qui effectue en toute indépendance et transparence les contrôles qui lui sont impartis. Les organes de suivi et pilotage des risques de marché au niveau de la Caisse régionale sont le Comité Financier et le Comité de Gestion Financière.

L'organisation mise en place permet un contrôle indépendant des valorisations. Les fonctions à l'engagement, à la comptabilisation et au contrôle sont indépendantes.

### **1 Les indicateurs**

L'encadrement des risques de marché du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes repose sur la combinaison de plusieurs indicateurs de risques, donnant lieu à encadrement par des limites et, ou des seuils d'alerte :

- la surveillance quotidienne des stop loss sur le portefeuille de placement par le Middle Office Trésorerie ;
- le suivi régulier du respect de la politique financière et du dispositif de limites validés par le Conseil d'administration ;
- un suivi du risque de marché effectué au moyen de la méthode VaR et complété par un calcul de stress scénarii.

#### La VaR (Value at risk)

La VaR peut être définie comme étant la perte potentielle maximale que peut subir un portefeuille en cas de mouvements défavorables des paramètres de marché, sur un horizon de temps et pour un intervalle de confiance donné.

Sur son portefeuille de titres, la Caisse régionale retient un intervalle de confiance de 99% et un horizon de temps de un mois.

Il existe trois différents types de VaR :

- La VaR historique
- La VaR analytique (ou paramétrique)
- La VaR Monte Carlo

La Caisse régionale utilise l'outil e-VaRisk développé par Amundi. Il s'agit d'une VaR paramétrique.

Les principales limites méthodologiques attachées au modèle de VaR sont les suivantes :

- La VaR paramétrique fait l'hypothèse d'une distribution normale des rendements des actifs composant le portefeuille.
- L'utilisation d'un niveau de confiance de 99% ne tient pas compte des pertes pouvant intervenir au-delà de cet intervalle. La VaR est donc un indicateur de risque de pertes sous des conditions normales de marché et ne prend pas en compte les mouvements d'ampleur exceptionnelle. Pour atténuer cet inconvénient, un scénario de stress est réalisé.

Un backtesting des calculs de VaR est réalisé en comparant les pertes réelles éventuelles par rapport aux pertes théoriques calculées par la VaR. Toute exception doit être analysée et documentée.

Le calcul de VaR au sein du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes fait l'objet d'un reporting au Comité Financier et au Conseil d'administration par le Directeur Financier. Les limites en VaR sont exprimées en pourcentage du Résultat Net Comptable

La limite et le seuil d'alerte sur 2014 sont les suivants:

- o seuil d'alerte Direction Générale à 7% du Résultat Net Comptable (N-1)
- o Limite VaR à 10% du Résultat Net Comptable (N-1)

Aucun de ces niveaux n'a été atteint au 1er semestre 2014.

#### Les stress scenarii

La Caisse régionale calcule également une sensibilité par facteurs de risque qui se mesure au travers de stress scénarii.

Le « stress scénario » complète la mesure en VaR qui ne permet pas d'appréhender correctement l'impact de conditions extrêmes de marchés.

Ces calculs de scénarios de stress, conformément aux principes du groupe, simulent des conditions extrêmes de marché et sont le résultat de trois approches complémentaires :

- les scénarios historiques consistent à répliquer sur le portefeuille actuel l'effet de crises majeures survenues dans le passé ;
- les scénarios hypothétiques anticipent des chocs vraisemblables, élaborés en collaboration avec les économistes ;
- les scénarios adverses consistent à adapter les hypothèses pour simuler les situations les plus défavorables en fonction de la structure du portefeuille au moment où le scénario est calculé.

Ces scénarios sont adaptés aux risques propres des portefeuilles de placement et assimilés sur lesquels ils sont calculés. Les hypothèses prises en compte ont été validées au niveau du Groupe Crédit Agricole :

- baisse de 35% du marché actions ;
- baisse de 40% du marché immobilier ;
- baisse de 10% de la classe d'actif alternatif ;
- baisse de 14% des obligations convertibles en actions ;
- baisse du marché obligataire : différents chocs appliqués aux piliers obligataires en fonction de leur maturité, du sous-jacent, du rating et de la zone géographique (hypothèses Crédit Agricole S.A.).

Ces résultats sont exploités par la Direction Financière et sont intégrés comme paramètres de détermination de la politique d'allocation d'excédents de fonds propres de la Caisse régionale.

## 2 Les indicateurs complémentaires

Concernant les titres des portefeuilles de placement et assimilés, à l'exception des produits dont le capital est garanti à l'échéance, une limite de "stop loss" est fixée pour chaque titre. Son respect fait l'objet d'un suivi quotidien par le Middle Office.

Le portefeuille global fait également l'objet d'un reporting quotidien d'indicateurs définis dans notre politique financière :

- engagements par contrepartie hors groupe Crédit Agricole: maximum de 10% du portefeuille en valeur de marché (hors souverains et assimilés) ;
- encours maximal par produit de gestion collective hors monétaire : 15 millions d'euros ;
- ratio d'emprise : maximum de 10% de l'actif net du fonds (hors fonds dédié et OPCVM Club) ;
- niveau de moins values latentes ou réalisées fixé à 1% des fonds propres consolidés.

## EXPOSITION : ACTIVITES DE MARCHE (VALUE AT RISK)

Les portefeuilles de placement et assimilés exposés aux risques de marché s'élèvent à 161 millions d'euros au 30/06/2014.

Sur cette base, l'allocation VaR par facteur de risques est la suivante :

| Allocation VAR | 30/06/2014   |
|----------------|--------------|
| Monétaire      | 11,4         |
| Obligations    | 122,1        |
| Convertibles   | 5,6          |
| Actions        | 8,6          |
| Private Equity | 9,7          |
| Immobilier     | 3,7          |
|                | <b>161,0</b> |

La VaR au 30/06/2014 est de 3,29 millions d'euros, soit 3,16% du Résultat Net Comptable (N-1).

## RISQUE ACTIONS

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est exposé au risque actions au travers de la détention d'OPCVM ou de FCP à composantes actions et de BMTN indexés sur actions ou paniers d'actions, ainsi que des CCI auto-détenus dans le cadre du programme d'achat.

Le portefeuille actions s'inscrit dans un souci de diversification des placements et en aucun cas dans une activité de trading.

Ce risque fait l'objet d'un suivi quotidien par le Front Office et le Middle Office (suivi de stop loss, respect des limites par contrepartie, limites géographiques...), ainsi que de reportings mensuels réalisés par le Middle Office (calcul de VaR et stress scenarii).

### 1 Risque sur actions provenant des activités de trading et d'arbitrage

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'a pas d'activité de trading et d'arbitrage.

## **2 Risque sur actions provenant du portefeuille de placement et assimilés**

Le portefeuille placement et assimilés du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes s'élève à 161 millions d'euros au 30/06/2014. La part actions représente 8,6 millions d'euros soit 5,3% du portefeuille de placement et assimilés.

## **3 Titres auto détenus**

### Contrat de liquidité

Le 12 avril 2001 le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes et Crédit Agricole S.A. ont signé un contrat de liquidité avec Crédit Agricole Cheuvreux (repris depuis 2013 par Kepler Capital Markets). Ce contrat a été modifié en 2005 pour se conformer à la charte de déontologie de l'AFEI approuvée par l'AMF par une décision du 22 mars 2005. Le contrat est conforme aujourd'hui à la charte AMAFI. La quote-part du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes dans ce contrat est de 65,08%

Objectif : L'intermédiaire intervient pour le compte du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes sur le marché en vue de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations de titres.

Le contrat de liquidité a été prorogé à l'identique par l'Assemblée Générale du 25 mars 2014 (14ème résolution).

### Contrat de rachat

Depuis avril 2009, la Caisse régionale a étendu la délégation donnée à son prestataire de services d'investissement de procéder, pour son compte, à des rachats de titres dans le cadre d'un programme établi conformément aux décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mars 2009.

Ce contrat de rachat a pour finalité l'acquisition de CCI en vue de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'éventuelles opérations de croissance externe.

Des finalités nouvelles ont été adoptées par l'Assemblée Générale du 30 mars 2010 qui autorise :

- l'attribution des CCI à des salariés et/ou mandataires sociaux exerçant des fonctions de dirigeants ;  
- l'annulation en une ou plusieurs fois de tout ou partie des CCI acquis par la Caisse régionale dans la limite de 10 % du nombre de CCI composant le capital par période de vingt-quatre mois à compter de la dernière Assemblée l'ayant autorisé.

Ces finalités ont été confirmées par l'Assemblée Générale du 25 mars 2014 (14ème résolution).

### Bilan d'activité au 30 juin 2014 sur les CCI SUD RHONE ALPES

Selon les résolutions prises en Assemblée générale le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes ne peut détenir plus de 10% de ses 743 500 titres soit 74 350 titres.

Au 30 juin 2014, la Caisse régionale détenait au total 32 508 titres soit 4,37%.

### Dans le cadre du contrat de liquidité :

- nombre de titres achetés (du 01/01/2014 au 30/06/2014) : 3 184 ;
- nombre de titres vendus (du 01/01/2014 au 30/06/2014) : 2 937 ;
- cours moyen d'achat et de vente du 01/01/2014 au 30/06/2014 : 151,37€ ;
- le nombre de titres détenus au 30/06/2014 est de 4 034, soit à la valeur liquidative de 144,60€ une valeur de 583 milliers d'euros.

### Dans le cadre du programme de rachat :

- coût moyen d'achat de 151,72€ ;
- 28 475 titres détenus au 30/06/2014 soit 3,83% du nombre total de CCI ;
- valeur liquidative au 30/06/2014 : 4 117 milliers d'euros au cours de 144,60€ par titre.

## RISQUE DE TAUX D'INTERET GLOBAL

### 1 Objectifs et politique

Le Risque de Taux est "le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché ("trading book")".

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à protéger la valeur patrimoniale de la Caisse régionale ainsi qu'à optimiser la marge d'intérêt dans le cadre des limites d'exposition fixées annuellement par le Conseil d'Administration.

### 2 Méthodologie

#### Description de la méthode

L'exposition globale au risque de taux est mesurée par la méthode des impasses statiques (GAPS) qui sont issues de la comparaison entre les passifs à taux fixe (ressources) et les actifs à taux fixes (emplois).

Le périmètre de suivi du risque de taux d'intérêt global intègre la totalité des données du bilan (titres et fonds propres inclus) et du hors bilan sensibles aux variations de taux.

Les modèles d'écoulement retenus pour les éléments de bilan non échéancés sont ceux déterminés par l'organe central Crédit Agricole SA.

L'exposition globale au risque de taux de la Caisse régionale s'apprécie par la mesure de son GAP synthétique (Gap taux fixe + Gap optionnel « équivalent delta » + Gap inflation).

Le risque inflation est couvert au travers de notre entrée dans le dispositif groupe des Avances Miroirs Structurés (AMS).

La Caisse régionale utilise l'applicatif Cristaux 2 développé par Crédit Agricole SA pour le calcul de ses GAPS. Cet applicatif de suivi des GAPS intègre les effets de la macro-couverture afin d'afficher une vision nette des impacts de couverture.

| Outil utilisé         | Cristaux 2  |
|-----------------------|---|
| Périodicité de calcul | Mesures mensuelles                                    |
| Méthode utilisée      | Approche statique<br>(sans renouvellement d'activité) |
| Indicateurs utilisés  | Gaps de taux fixe et Gaps synthétiques.               |

#### Dispositif de limites

Les positions de risque de taux sont encadrées par un double dispositif de limites :

- limites en VAN :

L'impact maximal en valeur actuelle nette pour un choc normatif (+/- 200 bps) à la hausse et à la baisse ne doit pas dépasser 10% des Fonds Propres prudentiels.

*Limites VAN en vigueur sur l'année 2014 :*

|   | Limites 2014                                     | Préconisations groupe             | Limites réglementaires            |
|---|--|-----------------------------------|-----------------------------------|
| Perte potentielle sur 30 ans actualisée | 10% des fonds propres prudentiels, soit 109,9 M€ | 10% des fonds propres prudentiels | 20% des fonds propres prudentiels |

Remarque : Les Fonds Propres Prudentiels de la Caisse régionale au moment du calibrage des limites étaient de 1 099 M€.

- limites en GAP :

Pour éviter toute concentration, des limites dites de concentration sont fixées sur un horizon de 10 ans :

- Sur la première année glissante et l'année civile suivante, la limite a été fixée de sorte à ce qu'une sensibilité à un choc de 200bps soit inférieure ou égale à 3% du PNB annuel budgétaire.
- Sur les années civiles trois à dix, la limite a été fixée de sorte à ce qu'une sensibilité à un choc de 200 bps soit inférieure ou égale à 2,5% du PNB annuel.

L'ensemble de ce dispositif est validé annuellement par le Comité Financier et le Conseil d'Administration. Ces limites sont conformes aux orientations fixées par le groupe.

Le risque de taux est couvert :

- par des opérations de hors bilan à l'exception des opérations de micro-couverture calées sur les caractéristiques de leur sous-jacent, nos opérations de macro couvertures du risque de taux sont intégralement effectuées au moyen de swaps vanilles prêteurs ou emprunteurs.
- par des opérations bilancielles (avances globales, TCN interbancaires, emprunts en blanc) ;

Le risque «optionnel» est couvert par la méthode dite de «l'équivalent delta».

### 3 Exposition

Par convention et conformément à la méthodologie Groupe, nous appelons :

- GAP Taux Fixe négatif, un GAP né d'un manque de ressources à taux fixe rapporté au volume des emplois à taux fixe et donc une exposition adverse à la hausse des taux ;
- GAP Taux Fixe positif, un GAP né d'un manque d'emplois à taux fixe rapporté au volume des ressources à taux fixe et donc une exposition adverse à la baisse des taux ;

Au 30/06/2014, l'exposition du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est la suivante :

|                              | Année 1<br>glissante | 2015  | 2016  | 2020  | 2025  | 2030  |
|------------------------------|----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Gap synthétique<br>(en M€)   | -365                 | -208  | -60   | -87   | -42   | -212  |
| Dépassement<br>de limite GAP | Aucun                | Aucun | Aucun | Aucun | Aucun | Aucun |

La Caisse régionale étant globalement risquée en cas de hausse des taux, l'application du choc de +200 bps aurait les incidences suivantes sur les fonds propres prudentiels :

|  | Scénario favorable | Scénario défavorable |
|--|--------------------|----------------------|
|  | Impact choc        |                      |
|  | - 200 bps          | + 200 bps            |
| Impact VAN                                     | +48 M€             | -33 M€               |
| Rappel Limite VAN                              | Non applicable     | 109,9 M€             |
| Consommation Limites VAN                       | Non applicable     | 30%                  |
| <b>Sensibilité / Fonds propres prudentiels</b> | Non applicable     | <b>3,0%</b>          |

Rappel :

-Limite Réglementaire : 20%

-Limite Groupe : 10%

-Limite Caisse régionale Sud Rhône Alpes : 10% pour une situation à 3% au 30/6/2014

## 4 Politique de couverture

### **COUVERTURE DE JUSTE VALEUR (FAIR VALUE HEDGE)**

La protection de la valeur patrimoniale du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes suppose d'adosser les postes du bilan/hors bilan sensibles à la variation des taux d'intérêt (postes à taux fixe) à des instruments à taux fixe également, afin de neutraliser les variations de juste valeur observées en cas de variation des taux d'intérêt.

Lorsque cet adossement est fait au moyen d'instruments dérivés (principalement des swaps de taux fixe), ceux-ci sont considérés comme des dérivés de couverture de juste valeur (Fair Value Hedge) dès lors que les instruments identifiés (micro FVH) ou les groupes d'instruments identifiés (macro FVH) comme éléments couverts sont éligibles au sens de la norme IAS 39.

En vue de vérifier l'adéquation de la couverture, les instruments de couverture et les éléments couverts sont échéancés par bande de maturité en utilisant les caractéristiques des contrats ou, pour certains postes du bilan (collecte notamment) des hypothèses qui se basent notamment sur les caractéristiques financières des produits et sur des comportements historiques. La comparaison des deux échéanciers (couvertures et éléments couverts) permet de documenter la couverture de manière prospective, en cours de période et rétrospectifs.

#### ***Instruments financiers dérivés de micro couverture***

L'efficacité de chacun des instruments financiers dérivés classés en micro couverture a été vérifiée sur la base des éléments suivants :

- éligibilité à la relation de micro couverture FVH : tous les swaps considérés sont prêteurs ou emprunteurs TF contre Euribor, Eonia ou TAM ;
- corrélation forte entre les périodicités du swap et de l'élément couvert ;
- corrélation forte entre le notionnel du swap et de l'élément couvert ;
- corrélation forte entre les dates de maturité du swap et de l'élément couvert ;
- corrélation forte entre les index de taux du swap et de l'élément couvert ;
- variations de JV des flux d'intérêt générés par l'élément couvert oscillant entre 80% et 120% des variations de JV du flux d'intérêts généré par la jambe fixe du swap de couverture.

Les instruments financiers dérivés ne répondant plus aux conditions de la norme IAS 39 ont été classés en trading.

### **COUVERTURE DE FLUX DE TRESORERIE (CFH)**

La protection de la marge d'intérêt suppose de neutraliser la variation des futurs flux de trésorerie associés d'instruments ou de postes du bilan liée à la refixation dans le futur du taux d'intérêt de ces instruments, soit parce qu'ils sont indexés sur des indices de taux qui fluctuent, soit parce qu'ils seront refinancés à taux de marché à un certain horizon de temps.

Lorsque cette neutralisation est effectuée au moyen d'instruments dérivés, ceux-ci sont considérés comme des dérivés de couverture des flux de trésorerie (Cash Flow Hedge). Dans ce cas également, cette neutralisation peut être effectuée pour des postes du bilan ou des instruments identifiés individuellement (micro CFH) ou des portefeuilles de postes ou instruments (macro CFH).

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes détient au 30/06/2014 neuf actifs à taux variable micro couverts en CFH. Il s'agit de titres d'état français à revenu indexé sur l'inflation détenus dans notre portefeuille AFS.

Ils sont documentés selon la Shortcut Method conformément à la norme IAS 39.

### **COUVERTURE DE L'INVESTISSEMENT NET EN DEVISE (Net Investment Hedge)**

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'est pas concerné par ce type de couverture.

## RISQUE DE CHANGE

Le risque de change correspond au risque de variations de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise.

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'est pas concerné de façon significative par ce type de risque.

## RISQUE DE LIQUIDITE ET DE FINANCEMENT

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placements.

### **OBJECTIFS ET POLITIQUE**

Les exigences réglementaires en matière de liquidité sont définies par :

- le règlement CRBF n°97-02 modifié par l'arrêté ministériel du 05 mai 2009 relatif à l'identification, la mesure, la gestion et le contrôle du risque de liquidité ;
- l'instruction n°2009-05 de la Commission Bancaire relative à l'approche standard du risque de liquidité.

La Caisse régionale est exposée, comme tous les établissements de crédit, au risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. Ce risque se matérialiserait, par exemple, en cas de retraits massifs des dépôts de la clientèle.

La Caisse régionale assure sa gestion de liquidité à travers la définition d'un plan de financement annuel et pluriannuel et un dispositif de limites (réglementaires et internes au groupe) pour encadrer le risque.

Crédit Agricole SA, en tant qu'organe central du groupe, assure la liquidité des entités du groupe.

### **GESTION DU RISQUE**

#### **1 Rôle de Crédit Agricole SA**

Le rôle de centrale de refinancement dévolu à Crédit Agricole SA s'inscrit dans une démarche d'optimisation financière.

Ses missions sont multiples :

- l'établissement chaque année d'un budget en besoins de liquidité permettant d'établir le programme annuel de refinancement ;
- l'appel au marché court terme et moyen terme ;
- encadrer le risque de liquidité des Caisses régionales ;
- assurer la liquidité du groupe dans son ensemble.

Crédit Agricole SA est, in fine, le garant de la liquidité des Caisses régionales.

#### **2 Rôle de la Caisse régionale**

La gestion de la liquidité en Caisse régionale consiste à mesurer et à gérer le risque de liquidité de manière permanente et selon 2 approches :

### **Approche standard**

Les 3 composantes de cette approche sont :

- le coefficient de liquidité réglementaire qui mesure la capacité d'un établissement de crédit à faire face sur un mois, à une brusque interruption de tout ou partie de ses ressources. Ce ratio, qui est égal au rapport entre les liquidités et les exigibilités, doit être au minimum de 100% ;
- le tableau prévisionnel des flux de trésorerie à 7 jours ;
- le suivi du coût des refinancements obtenus au cours du trimestre.

### **Approche avancée**

L'approche avancée s'est matérialisée par une convention de liquidité signée en novembre 2010 entre la Caisse régionale et Crédit Agricole SA.

Elle prévoit les normes du système de gestion et d'encadrement du risque de liquidité comme suit :

- un encadrement du risque de liquidité court terme en congruence avec une capacité de résistance à 3 scénarios de crise (systémique, idiosyncratique c'est-à-dire spécifique à l'établissement et global) ;
- cet encadrement s'exprime au travers d'une limite sur le volume de refinancement court terme et d'une limite sur sa structure en terme de durée minimale ;
- un encadrement du risque de liquidité long terme avec une limite sur la concentration de l'échéancier du refinancement long terme et une limite sur le risque de prix de la liquidité.

Le comité de gestion actif-passif a pour mission de traduire et mettre en œuvre sous forme de décisions de gestion, accompagnées de reportings, la politique générale arrêtée en comité financier et validée par le Conseil d'administration en matière de pilotage de la liquidité.

Le suivi de la liquidité fait l'objet d'un reporting semestriel au Conseil d'administration et au minimum trimestriel en comité financier.

Plusieurs sources de refinancement sont accessibles aux Caisses régionales :

- la mobilisation du compte courant de trésorerie ouvert auprès de Crédit Agricole SA ;
- les emprunts en blanc auprès de la trésorerie de Crédit Agricole SA ;
- les avances dites spécifiques (rétrocession de liquidité par Crédit Agricole SA au Caisses régionales) suite à des émissions obligataires sécurisées (covered bonds) ;
- les émissions de CDN et BMTN.

### **Programme d'émission de CDN/BMTN**

Pour 2014, un programme d'émission de TCN (clientèle et interbancaire) a été validé auprès de la Banque de France.

|                               | <b>CDN</b>      | <b>BMTN</b>                               |
|-------------------------------|-----------------|---|
| <b>MONTANT</b>                | 1 400 M€        | 500 M€<br>Dont 200 M€ de BMTN Subordonnés |
| <b>DUREE</b>                  | 10 jours à 1 an | > 1 an                                    |
| <b>REMUNERATION ENVISAGEE</b> | Libre           | Libre                                     |
| <b>MONTANT MINIMUM FIXE</b>   | 150 000€        | 150 000€                                  |
| <b>EMISSION</b>               | En Euros        | En Euros                                  |

## **METHODOLOGIE**

La Direction financière est en charge du calcul du risque de liquidité, de l'exécution des opérations de refinancements décidées par le comité de gestion actif-passif, avec un contrôle hebdomadaire au niveau du Middle Office ainsi que du Contrôle permanent.

Le pilotage du risque de liquidité repose sur 4 piliers :

- méthode Standard : le pilotage du ratio de liquidité réglementaire à un mois, tableau des flux de trésorerie à 7 jours et suivi des coûts de refinancement ;
- méthode Avancée : le respect des limites groupe sur le refinancement court terme et moyen terme, pilotage des scénarios de crise ;
- la diversification des sources de refinancement ;
- la projection des besoins de refinancement en fonction des prévisions d'activité et le pilotage des tombées de refinancement court et moyen terme.

## **EXPOSITION**

Au 30/06/2014, les ratios relatifs à la liquidité du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes sont les suivants :

- ratio de liquidité à 1 mois : 146,16%. Il s'établissait à 114,17% au 30/06/2013 et a évolué à un niveau supérieur au minimum réglementaire de 100% sur la période.
- refinancement court terme : 1,14 Mds€ (limite interne de 1,4Mds€) soit 71% de nos réserves de liquidité.
  - dont refinancement auprès de Crédit Agricole SA net : 0,93 Mds€ ;
  - dont refinancement via CDN interbancaires : 0,21 Mds€.

## **RISQUES OPERATIONNELS**

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'évènements extérieurs, risque juridique inclus mais risque stratégique et de réputation exclus.

L'organisation du dispositif de gestion et de surveillance du risque opérationnel n'a pas été modifiée au cours du 1er semestre 2014.

Sur les 6 premiers mois de l'année 2014, le montant total des incidents ayant pour origine un risque opérationnel, est en retrait par rapport à l'année 2013. Il en est de même pour le risque frontière crédit.

## **ASSURANCE ET COUVERTURE DES RISQUES OPERATIONNELS**

Pour la protection de son bilan et de son compte de résultat le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes a souscrit les polices d'assurance couvrant les risques principaux suivants :

- police pertes d'exploitation qui garantit une partie du PNB en cas d'arrêt d'activité ;
- police globale de Banque qui vise à prendre en charge les sinistres de type détournements, escroqueries ou vols ;
- polices de responsabilité qui visent à prendre en charge des sinistres envers des tiers lésés ;
- polices de dommage qui visent à prendre en charge les sinistres sur le patrimoine immobilier et matériel.

## **RISQUES DE NON-CONFORMITE**

Il convient de se référer au dernier rapport au 31 décembre 2013 du Président du Conseil d'administration à l'Assemblée Générale des sociétaires sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne.

# **CREDIT AGRICOLE SUD RHONE ALPES**

## **COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30/06/2014**

**(Ayant fait l'objet d'un examen limité)**

**Examinés par le Conseil d'administration du  
Crédit Agricole Sud Rhône Alpes  
le 22/07/2014**

## SOMMAIRE

|   |           |
|---|-----------|
| <b>CADRE GENERAL .....</b>  | <b>27</b> |
| <b>ETATS FINANCIERS CONSOLIDES .....</b>  | <b>27</b> |
| COMPTE DE RESULTAT .....  | 27        |
| RESULTAT NET ET AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL .....  | 28        |
| BILAN ACTIF .....   | 29        |
| BILAN PASSIF .....  | 29        |
| TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE .....  | 31        |
| <b>NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES.....</b>   | <b>32</b> |
| 1. PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISEES.....                                | 32        |
| 2. INFORMATIONS SIGNIFICATIVES DU SEMESTRE .....  | 33        |
| 2.1. <i>Evénements significatifs de la période.....</i>   | 33        |
| 2.2. <i>Principales opérations de structure réalisées au cours du semestre .....</i>  | 33        |
| 2.3. <i>Ecarts d'acquisition.....</i>   | 35        |
| 2.4. <i>Parties liées .....</i>   | 35        |
| 2.5. <i>Participations non consolidées.....</i>   | 35        |
| 3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT .....  | 36        |
| 3.1. <i>Produits et Charges d'intérêts.....</i>   | 36        |
| 3.2. <i>Commissions nettes.....</i>   | 36        |
| 3.3. <i>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat.....</i>                             | 37        |
| 3.4. <i>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente.....</i>  | 39        |
| 3.5. <i>Produits et charges nets des autres activités .....</i>   | 39        |
| 3.6. <i>Charges générales d'exploitation.....</i>   | 40        |
| 3.7. <i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles .....</i>        | 40        |
| 3.8. <i>Coût du risque.....</i>   | 41        |
| 3.9. <i>Gains ou pertes nets sur autres actifs.....</i>   | 41        |
| 3.10. <i>Impôts .....</i>   | 42        |
| 3.11. <i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres .....</i>                              | 43        |
| 4. INFORMATIONS SECTORIELLES .....  | 44        |
| 5. NOTES RELATIVES AU BILAN .....   | 44        |
| 5.1. <i>Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat.....</i>  | 44        |
| 5.2. <i>Actifs financiers disponibles à la vente.....</i>   | 45        |
| 5.3. <i>Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle .....</i>                                    | 46        |
| 5.4. <i>Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue .....</i>                        | 48        |
| 5.5. <i>Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers.....</i>   | 48        |
| 5.6. <i>Exposition au risque souverain.....</i>   | 49        |
| 5.7. <i>Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle.....</i>   | 49        |
| 5.8. <i>Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées.....</i>  | 50        |
| 5.9. <i>Immeubles de placement.....</i>   | 51        |
| 5.10. <i>Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition) .....</i>                                 | 51        |
| 5.11. <i>Provisions .....</i>   | 52        |
| 5.12. <i>Capitaux propres .....</i>   | 54        |
| 6. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE.....   | 55        |
| 7. RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS .....   | 56        |
| 8. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS.....   | 57        |
| 8.1 <i>Juste Valeur des actifs et des passifs comptabilisés au coût.....</i>  | 57        |
| 8.2 <i>Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur.....</i>                                       | 59        |
| <i>Les montants dans les tableaux ci dessus sont présentés y compris créances rattachées et nets de dépréciations .....</i> | 60        |
| 9. ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A FIN DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE .....   | 62        |
| AUCUN EVENEMENT POSTERIEUR A FIN DE LA PERIODE INTERMEDIAIRE N'A DONNE LIEU A UN AJUSTEMENT DANS LES ETATS FINANCIERS.....  | 62        |
| 10. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2014.....   | 62        |
| 10.1 <i>Les Caisse locales.....</i>   | 62        |
| <b>CAISSES LOCALES .....</b>  | <b>62</b> |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>ADRESSE DU SIEGE SOCIAL.....</b>                       | <b>62</b> |
| 10.2 <i>Le fonds dédié Sud Rhône Alpes Placement.....</i> | 64        |

## CADRE GENERAL

### **Présentation juridique du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes**

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est une société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Siège Social : 15-17 rue Paul Claudel BP 67 38041 GRENOBLE Cedex 9

Immatriculée au RCS Grenoble n°402 121 958 Code NAF 6419 Z

Le CCI émis par le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est coté à Euronext Paris (FR0000045346).

## ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### **COMPTE DE RESULTAT**

| (en milliers d'euros)  | Notes | 30/06/2014     | 31/12/2013     | 30/06/2013     |
|--|-------|----------------|----------------|----------------|
| Intérêts et produits assimilés   | 3.1   | 243 160        | 495 193        | 248 675        |
| Intérêts et charges assimilées   | 3.1   | -115 403       | -250 715       | -132 258       |
| Commissions (produits)   | 3.2   | 105 112        | 212 310        | 106 818        |
| Commissions (charges)  | 3.2   | -22 027        | -33 725        | -15 000        |
| Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat         | 3.3   | 855            | 190            | 36             |
| Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente                      | 3.4   | 17 199         | 910            | 634            |
| Produits des autres activités  | 3.5   | 812            | 1 940          | 975            |
| Charges des autres activités   | 3.5   | -1 361         | -2 221         | -1 206         |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>  |       | <b>228 347</b> | <b>423 882</b> | <b>208 674</b> |
| Charges générales d'exploitation   | 3.6   | -112 685       | -224 605       | -112 282       |
| Dotations amortissements et dépréciations immobilisations incorporelles et corporelles | 3.7   | -6 102         | -12 232        | -6 260         |
| <b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>  |       | <b>109 560</b> | <b>187 045</b> | <b>90 132</b>  |
| Coût du risque   | 3.8   | -799           | -11 904        | -2 590         |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>   |       | <b>108 761</b> | <b>175 141</b> | <b>87 542</b>  |
| Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence                        |       | 0              | 0              | 0              |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs   | 3.9   | -110           | -13            | -10            |
| Variations de valeur des écarts d'acquisition  |       | 0              | 0              | 0              |
| <b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>  |       | <b>108 651</b> | <b>175 128</b> | <b>87 532</b>  |
| Impôts sur les bénéfices   | 3.10  | -32 034        | -64 269        | -30 317        |
| Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession                     |       | 0              | 0              | 0              |
| <b>RESULTAT NET</b>  |       | <b>76 617</b>  | <b>110 859</b> | <b>57 215</b>  |
| Participations ne donnant pas le contrôle  |       | -2             | -1             | 1              |
| <b>RESULTAT NET – PART DU GROUPE</b>   |       | <b>76 615</b>  | <b>110 858</b> | <b>57 216</b>  |

## RESULTAT NET ET AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

| (en milliers d'euros)  | Notes       | 30/06/2014    | 31/12/2013     | 30/06/2013    |
|--|-------------|---------------|----------------|---------------|
| <b>Résultat net</b>  |             | <b>76 617</b> | <b>110 858</b> | <b>57 215</b> |
| Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi   |             | -998          | 160            | 0             |
| Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés  |             | 0             | 0              | 0             |
| <b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entités mises en équivalence</b>          |             | -998          | 160            | 0             |
| <b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence</b>            |             | 0             | 0              | 0             |
| <b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence</b>        |             | 344           | -56            | 0             |
| <b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence</b>         |             | 0             | 0              | 0             |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>  | <b>3.11</b> | <b>-654</b>   | <b>104</b>     | <b>0</b>      |
| Gains et pertes sur écarts de conversion   |             | 0             | 0              | 0             |
| Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente  |             | 5 636         | -3 795         | -6 166        |
| Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture  |             | -380          | 2 819          | 1 917         |
| Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés  |             | 0             | 0              | 0             |
| <b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entités mises en équivalence</b>              |             | <b>5 256</b>  | <b>-976</b>    | <b>-4 249</b> |
| <b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables part du Groupe des entités mises en équivalence</b> |             | <b>0</b>      | <b>0</b>       | <b>0</b>      |
| <b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence</b>            |             | <b>-1 573</b> | <b>94</b>      | <b>884</b>    |
| <b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence</b>             |             | <b>0</b>      | <b>0</b>       | <b>0</b>      |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>  |             | <b>3 683</b>  | <b>-882</b>    | <b>-3 365</b> |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>  | <b>3.11</b> | <b>3 029</b>  | <b>-778</b>    | <b>-3 365</b> |
| <b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>   |             | <b>79 646</b> | <b>110 081</b> | <b>53 850</b> |
| Dont participations ne donnant pas le contrôle   |             | 1             | 0              | 0             |
| Dont part du Groupe  |             | 79 645        | 110 081        | 53 850        |

## BILAN ACTIF

| (en milliers d'euros)                                    | Notes           | 30/06/2014        | 31/12/2013        |
|--|-----------------|-------------------|-------------------|
| Caisse, banques centrales                                |                 | 53 933            | 61 818            |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat         | 5.1             | 5 449             | 4 984             |
| Instruments dérivés de couverture                        |                 | 8 804             | 13 890            |
| Actifs financiers disponibles à la vente                 | 5.2 - 5.4 - 5.5 | 812 645           | 803 794           |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit       | 5.3 - 5.5       | 1 503 574         | 748 162           |
| Prêts et créances sur la clientèle                       | 5.3 - 5.5       | 11 959 610        | 12 045 265        |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux |                 | 164 275           | 85 394            |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance             | 5.6             | 823 683           | 701 235           |
| Actifs d'impôts courants et différés                     |                 | 96 401            | 79 154            |
| Comptes de régularisation et actifs divers               |                 | 200 741           | 251 230           |
| Actifs non courants destinés à être cédés                |                 | 0                 | 0                 |
| Participation aux bénéfices différée                     |                 | 0                 | 0                 |
| Participations dans les entreprises mises en équivalence |                 | 0                 | 0                 |
| Immeubles de placement                                   | 5.9             | 2 709             | 2 439             |
| Immobilisations corporelles                              | 5.10            | 70 281            | 73 599            |
| Immobilisations incorporelles                            | 5.10            | 1 993             | 2 001             |
| Ecart d'acquisition                                      | 2.3             | 0                 | 0                 |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>                                  |                 | <b>15 704 098</b> | <b>14 872 965</b> |

## BILAN PASSIF

| (en milliers d'euros)   | Notes | 30/06/2014        | 31/12/2013        |
|---|-------|-------------------|-------------------|
| Banques centrales   |       | 0                 | 0                 |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat             | 5.1   | 565               | 565               |
| Instruments dérivés de couverture                             |       | 191 623           | 133 584           |
| Dettes envers les établissements de crédit                    | 5.7   | 9 059 809         | 8 155 850         |
| Dettes envers la clientèle                                    | 5.7   | 4 013 573         | 4 113 438         |
| Dettes représentées par un titre                              | 5.8   | 256 232           | 353 190           |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux      |       | 31 315            | 25 087            |
| Passifs d'impôts courants et différés                         |       | 25 243            | 0                 |
| Comptes de régularisation et passifs divers                   |       | 222 231           | 263 979           |
| Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés    |       | 0                 | 0                 |
| Provisions techniques des contrats d'assurance                |       | 0                 | 0                 |
| Provisions  | 5.11  | 50 171            | 47 847            |
| Dettes subordonnées   | 5.8   | 37 346            | 37 526            |
| <b>TOTAL DETTES</b>   |       | <b>13 888 108</b> | <b>13 131 066</b> |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                                       |       |                   |                   |
| Capitaux propres - part du Groupe                             |       | <b>1 815 990</b>  | <b>1 741 899</b>  |
| Capital et réserves liées                                     |       | 1 815 867         | 1 741 777         |
| Réserves consolidées  |       | 427 421           | 415 880           |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres |       | 1 308 655         | 1 214 893         |
| Résultat de l'exercice  |       | 3 175             | 146               |
| Participations ne donnant pas le contrôle                     |       | 76 615            | 110 858           |
|   |       | 123               | 122               |
| <b>TOTAL DU PASSIF</b>  |       | <b>15 704 098</b> | <b>14 872 965</b> |

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

|   | Capital        | Primes et réserves consolidées liées au capital | Elimination des titres auto-détenus | Capital et réserves consolidées part du groupe | Total des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres | Résultat net part du groupe | Total des capitaux propres part du groupe | Capitaux propres part des minoritaires | Total des capitaux propres consolidés |
|---|----------------|---|-------------------------------------|--|--|-----------------------------|---|--|---------------------------------------|
| <b>Capitaux propres au 1er janvier 2013</b>   | <b>211 033</b> | <b>189 427</b>                                  | <b>- 4 489</b>                      | <b>1 234 411</b>                               | <b>923</b>   | <b>0</b>                    | <b>1 631 305</b>                          | <b>123</b>                             | <b>1 631 428</b>                      |
| Impact nouvelles normes consolidation IFRS10  | 0              | 0   | 0                                   | 0  | 0  | 0                           | 0   | 0                                      | 0                                     |
| Augmentation de capital (1)   | 8 395          |   |                                     |  |  |                             | 8 395                                     |  | 8 395                                 |
| Variation des titres auto détenus   |                |   | - 1 372                             |  |  |                             | - 1 372                                   |  | - 1 372                               |
| Dividendes versés au 1er semestre 2013  |                |   |                                     | - 17 077                                       |  |                             | - 17 077                                  |  | - 17 077                              |
| Dividendes CCI auto détenus reçus mis en réserve  |                |   |                                     | 144  |  |                             | 144                                       |  | 144                                   |
| Dividendes reçus des CR et filiales   |                |   |                                     |  |  |                             | 0   |  | 0                                     |
| Mouvements liés aux paiements en actions  |                |   |                                     |  |  |                             | 0   |  | 0                                     |
| <b><i>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</i></b>                        | <b>8 395</b>   | <b>0</b>  | <b>- 1 372</b>                      | <b>- 16 933</b>                                | <b>0</b>   | <b>0</b>                    | <b>- 9 910</b>                            | <b>0</b>                               | <b>- 9 910</b>                        |
| <b><i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i></b> |                |   |                                     |  | - 3 362  |                             | - 3 362                                   |  | - 3 362                               |
| Résultat du 1 <sup>er</sup> semestre 2013   |                |   |                                     |  |  | 57 214                      | 57 214                                    | - 1                                    | 57 214                                |
| Variations IAS 19 révisé  |                |   |                                     | - 134  |  |                             | - 134                                     |  | - 134                                 |
| <b>Capitaux propres au 30 juin 2013</b>   | <b>219 428</b> | <b>189 427</b>                                  | <b>- 5 861</b>                      | <b>1 217 343</b>                               | <b>- 2 441</b>   | <b>57 214</b>               | <b>1 675 110</b>                          | <b>122</b>                             | <b>1 675 232</b>                      |
| Augmentation de capital   | 11 280         | - 961   |                                     |  |  |                             | 10 319                                    |  | 10 319                                |
| Variation des titres auto détenus   | - 640          |   | 3 208                               | - 2 420  |  |                             | 148                                       |  | 148                                   |
| Dividendes versés au 2 <sup>ème</sup> semestre 2013                                       |                |   |                                     |  |  |                             | 0   |  | 0                                     |
| Variation réserves suite annulation CCI   |                |   |                                     |  |  |                             | 0   |  | 0                                     |
| Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires                                    |                |   |                                     |  |  |                             | 0   |  | 0                                     |
| <b><i>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</i></b>                        | <b>10 640</b>  | <b>- 961</b>                                    | <b>3 208</b>                        | <b>- 2 420</b>                                 | <b>0</b>   | <b>0</b>                    | <b>10 467</b>                             | <b>0</b>                               | <b>10 467</b>                         |
| <b><i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i></b> | <b>0</b>       | <b>0</b>  | <b>0</b>                            | <b>0</b>                                       | <b>2 481</b>   | <b>0</b>                    | <b>2 481</b>                              | <b>0</b>                               | <b>2 481</b>                          |
| Variation des écarts actuariels   |                |   |                                     |  | 104  |                             | 104                                       |  | 104                                   |
| Résultat du 2 <sup>ème</sup> semestre 2013  |                |   |                                     |  |  | 53 644                      | 53 644                                    |  | 53 644                                |
| Autres variations   |                |   |                                     | - 31   |  |                             | - 31                                      |  | - 31                                  |
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2013</b>   | <b>230 068</b> | <b>188 466</b>                                  | <b>- 2 654</b>                      | <b>1 214 893</b>                               | <b>146</b>   | <b>110 858</b>              | <b>1 741 777</b>                          | <b>122</b>                             | <b>1 741 899</b>                      |
| Affectation du résultat 2013  |                |   |                                     | 110 858  |  | - 110 858                   | 0   |  | 0                                     |
| <b>Capitaux propres au 1er janvier 2014</b>   | <b>230 068</b> | <b>188 466</b>                                  | <b>- 2 654</b>                      | <b>1 325 751</b>                               | <b>146</b>   | <b>0</b>                    | <b>1 741 777</b>                          | <b>122</b>                             | <b>1 741 899</b>                      |
| Augmentation de capital (1)   | 12 647         |   |                                     |  |  |                             | 12 647                                    |  | 12 647                                |
| Variation des titres auto détenus   |                |   | - 1 104                             | 252  |  |                             | - 852                                     |  | - 852                                 |
| Dividendes versés au 1er semestre 2014  |                |   |                                     | - 17 348                                       |  |                             | - 17 348                                  |  | - 17 348                              |
| Dividendes CCI auto détenus reçus mis en réserve  |                |   |                                     |  |  |                             | 0   |  | 0                                     |
| Dividendes reçus des CR et filiales   |                |   |                                     |  |  |                             | 0   |  | 0                                     |
| Mouvements liés aux paiements en actions  |                |   |                                     |  |  |                             | 0   |  | 0                                     |
| <b><i>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</i></b>                        | <b>12 647</b>  | <b>0</b>  | <b>- 1 104</b>                      | <b>- 17 096</b>                                | <b>0</b>   | <b>0</b>                    | <b>- 5 553</b>                            | <b>0</b>                               | <b>- 5 553</b>                        |
| <b><i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i></b> |                |   |                                     |  | 3 031  |                             | 3 031                                     |  | 3 031                                 |
| Résultat du 1 <sup>er</sup> semestre 2014   |                |   |                                     |  |  | 76 615                      | 76 615                                    | 1                                      | 76 616                                |
| Variations IAS 19 révisé  |                |   |                                     |  |  |                             | 0   |  |                                       |
| <b>Capitaux propres au 30 juin 2014</b>   | <b>242 715</b> | <b>188 466</b>                                  | <b>- 3 760</b>                      | <b>1 308 655</b>                               | <b>3 175</b>   | <b>76 615</b>               | <b>1 815 867</b>                          | <b>123</b>                             | <b>1 815 990</b>                      |

(1) L'augmentation de capital du 1<sup>er</sup> semestre 2014 de 12 647 milliers d'euros correspond à l'augmentation du capital des Caisses locales liée à l'émission de parts sociales souscrites par la clientèle.

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

| (en milliers d'euros)   | 1er semestre 2014 | 1er semestre 2013 | 31/12/2013      |
|---|-------------------|-------------------|-----------------|
| <b>Résultat avant impôts</b>  | <b>108 651</b>    | <b>87 532</b>     | <b>175 128</b>  |
| Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles   | 6 102             | 6 259             | 12 232          |
| Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations  | 0                 | 0                 | 0               |
| Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions  | 2 999             | 10 525            | 21 230          |
| Quote-part de résultat lié aux sociétés mises en équivalence  |                   | 0                 | 0               |
| Résultat net des activités d'investissement   | 37                | -14               | -11             |
| Résultat net des activités de financement   | 1 059             | 1 545             | 2 965           |
| Autres mouvements   | -4 737            | 31 998            | 25 057          |
| <b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b> | <b>5 460</b>      | <b>50 313</b>     | <b>61 473</b>   |
| Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit  | 209 463           | 259 850           | 574 557         |
| Flux liés aux opérations avec la clientèle  | -11 607           | 41 655            | -299 363        |
| Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers                                  | -233 838          | -362 085          | -402 596        |
| Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers                                     | 13 607            | -43 397           | 31 437          |
| Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence  | 0                 | 0                 | 0               |
| Impôts versés   | -25 266           | -31 415           | -80 091         |
| <b>Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>        | <b>-47 641</b>    | <b>-135 392</b>   | <b>-176 056</b> |
| <b>Flux provenant des activités abandonnées</b>   |                   |                   |                 |
| <b>TOTAL Flux net de trésorerie généré par l'activité OPERATIONNELLE (A)</b>                                | <b>66 470</b>     | <b>2 453</b>      | <b>60 545</b>   |
| <b>Flux liés aux participations (1)</b>   | <b>-1 287</b>     | <b>-2 123</b>     | <b>-11 913</b>  |
| <b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>   | <b>-2 886</b>     | <b>-2 483</b>     | <b>-8 969</b>   |
| <b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)</b>                                 | <b>-4 173</b>     | <b>-4 606</b>     | <b>-20 882</b>  |
| <b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)</b>                                   | <b>-4 729</b>     | <b>-8 627</b>     | <b>3 346</b>    |
| <b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)</b>                            | <b>-1 239</b>     | <b>-1 240</b>     | <b>-23 007</b>  |
| <b>Flux provenant des activités abandonnées</b>   |                   | 0                 |                 |
| <b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)</b>                                   | <b>-5 968</b>     | <b>-9 867</b>     | <b>-19 661</b>  |
| Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)                  |                   |                   |                 |
| Augmentation / Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)           | 56 329            | -12 020           | 20 001          |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>  | <b>-39 566</b>    | <b>-59 567</b>    | <b>-59 567</b>  |
| Solde net des comptes de caisse et banques centrales *  | 61 803            | 58 268            | 58 268          |
| Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **                          | -101 369          | -117 835          | -117 835        |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>   | <b>16 763</b>     | <b>-71 587</b>    | <b>-39 566</b>  |
| Solde net des comptes de caisse et banques centrales *  | 53 929            | 64 078            | 61 803          |
| Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **                          | -37 166           | -135 665          | -101 369        |
| <b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>   | <b>56 329</b>     | <b>-12 020</b>    | <b>20 001</b>   |

\* composé du solde net des postes "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en activités destinées à être cédées)

\*\* composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains" et "comptes et prêts au jour le jour sains" tels que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires crébiteurs" et "comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 5.7 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation et filiales. Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014, les principales opérations sont : fin libération capital Sacam International pour 864 milliers d'euros, libération capital Sacam Immobilier pour 331 milliers d'euros et augmentation du capital de CTCAM pour 170 milliers d'euros.

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend principalement l'augmentation de capital des caisses locales pour 12 647 milliers d'euros et le paiement des dividendes versés par le groupe Crédit Agricole Sud Rhône Alpes à ses actionnaires, à hauteur de 17 348 milliers d'euros.

(3) Ce flux représente les remboursements du capital des TSR et les intérêts versés sur les TSR émis et les titres participatifs.

# NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMEDIAIRES RESUMÉS

## 1. *Principes et Méthodes applicables dans le groupe, jugements et estimations utilisées*

Les comptes consolidés intermédiaires résumés du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes au 30 juin 2014 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées par le groupe Crédit Agricole sur l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2013 établis, en application du règlement CE n°1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ces normes et interprétations ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2014 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice. Celles-ci portent sur :

| Normes, Amendements ou Interprétations  | Date de publication par l'Union européenne | Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du |
|---|--|---|
| Norme IFRS 10 sur les états financiers consolidés   | 11 décembre 2012 (UE n°1254/2012)          | 1 <sup>er</sup> janvier 2014  |
| Norme IFRS 11 sur les partenariats  | 11 décembre 2012 (UE n°1254/2012)          | 1 <sup>er</sup> janvier 2014  |
| Norme IFRS 12 sur les informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités   | 11 décembre 2012 (UE n°1254/2012)          | 1 <sup>er</sup> janvier 2014  |
| Norme IAS 27 modifiée sur les états financiers individuels  | 11 décembre 2012 (UE n°1254/2012)          | 1 <sup>er</sup> janvier 2014  |
| Norme IAS 28 modifiée sur les participations dans des entreprises associées et des coentreprises  | 11 décembre 2012 (UE n°1254/2012)          | 1 <sup>er</sup> janvier 2014  |
| Amendement d'IAS 32 sur la présentation des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers   | 13 décembre 2012 (UE n°1256/2012)          | 1 <sup>er</sup> janvier 2014  |
| Amendements relatifs aux dispositions transitoires pour les normes IFRS 10 : Consolidation des états financiers, IFRS 11 : Partenariat et IFRS 12 : Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités | 04 avril 2013 (UE n°313/2013)              | 1 <sup>er</sup> janvier 2014  |
| Amendement des normes IFRS 10 et 12 par rapport aux entreprises d'investissement  | 20 novembre 2013 (UE n°1174/ 2013)         | 1 <sup>er</sup> janvier 2014  |
| Amendement de la norme IAS 36 sur les informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers  | 19 décembre 2013 (UE n°1374/2013)          | 1 <sup>er</sup> janvier 2014  |
| Amendements de la norme IAS 39 sur les instruments financiers, par rapport à la comptabilisation et l'évaluation de la novation de dérivés et le maintien de la comptabilité de couverture                                | 19 décembre 2013 (UE n°1375/2013)          | 1 <sup>er</sup> janvier 2014  |

Les normes de consolidation, IFRS 10, 11 et 12 et IAS 28 amendée, sont entrées en vigueur au 1er janvier 2014. Elles sont d'application rétrospective et conduisent à revoir la nature des intérêts détenus au regard des nouveaux critères de contrôle, de l'évolution de la méthode de consolidation en cas de contrôle conjoint, et des informations à communiquer en annexe.

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas modifié le périmètre de consolidation de la Caisse régionale Sud Rhône Alpes et n'a pas eu d'impact sur le résultat et la situation nette de la période.

Il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

| Normes, Amendements ou Interprétations          | Date de publication par l'Union européenne | Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du |
|---|--|---|
| Interprétation IFRIC 21 sur les droits et taxes | 13 juin 2014 (UE n° 634/2014)              | 1 <sup>er</sup> janvier 2015  |

L'interprétation d'IFRIC 21 donne des précisions sur la comptabilisation des droits, taxes et autres prélèvements publics qui relèvent d'IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels (hors amendes et pénalités, et hors impôts sur les sociétés régis par IAS 12). Elle permet notamment de clarifier :

- La date à laquelle ces droits et taxes doivent être enregistrés,
- Et si l'enregistrement peut être progressif (également) au cours de l'exercice ou pas.

Au regard de ces clarifications, la mise en œuvre d'IFRIC 21 pourrait avoir pour effet de changer le fait générateur d'enregistrement de certains droits et taxes (décalage de la date de l'enregistrement d'un exercice à l'autre et/ou fin de l'étalement sur la durée de l'exercice). Le recensement des droits et taxes concernés et le chiffrage des impacts est en cours.

Par ailleurs, les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2014.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2013 du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes sont mentionnées dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, la valorisation des entreprises mises en équivalence, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs ainsi que les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

## 2. **Informations significatives du semestre**

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2014 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 10. Il n'a pas connu d'évolution par rapport au 31 décembre 2013.

### 2.1. **Evènements significatifs de la période**

Les principaux évènements significatifs de la période sont :

- **Dividendes :**

Après deux années sans dividende, la Caisse régionale a bénéficié du versement d'un dividende de Crédit Agricole S.A. via la SAS Rue la Boétie pour un montant de 14,2 millions d'euros au 30 juin 2014.

### 2.2. **Principales opérations de structure réalisées au cours du semestre**

- **Garanties spécifiques apportées par les Caisse régionales à Crédit Agricole SA (Switch)**

Par avenant signé le 19 décembre 2013, la Caisse régionale de Sud Rhône Alpes ainsi que les autres Caisse régionales et Crédit Agricole SA ont décidé d'étendre l'assiette des garanties déjà accordées par les Caisse régionales à Crédit Agricole S.A. le 23 décembre 2011 à la participation de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA). Les nouvelles garanties ont pris effet le 2 janvier 2014 et permettent désormais un transfert des exigences prudentielles

s'appliquant à la fois aux participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales (CCI/CCA) et dans Crédit Agricole Assurances (CAA). Le montant garanti par la Caisse régionale de Sud Rhône alpes s'élève à 407 594 milliers au titre des CCI/CCA et à 255 093 milliers d'euros au titre de Crédit Agricole Assurances (CAA).

En parallèle, le 2 janvier 2014, Crédit Agricole S.A. a remboursé l'intégralité du solde de l'avance d'actionnaires consentie par les Caisses régionales et des titres de capital hybride dits "T3CJ" souscrits par elles, soit un total de 44 700 milliers d'euros pour la Caisse régionale de Crédit Agricole Sud Rhône Alpes.

À compter du 2 janvier 2014, les garanties transfèrent ainsi aux Caisses régionales le risque de baisse de la valeur de mise en équivalence (VME) des participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales (CCI/CCA) et dans Crédit Agricole Assurances (CAA), ce dernier étant mis en équivalence pour les besoins prudentiels.

La garantie de la Caisse régionale de Sud Rhône Alpes couvre un montant fixe de valeur de mise en équivalence de 662 687 milliers d'euros.

Cette garantie est assortie d'un dépôt de garantie de 223 776 milliers d'euros qui permet de reconstituer sur le long terme la liquidité remboursée au titre des T3CJ et de l'avance d'actionnaires et de fournir un surcroît de ressources longues.

Les dépôts de garantie versés par l'ensemble des Caisses régionales sont calibrés pour matérialiser l'économie globale de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A.

En cas de baisse de la valeur de mise en équivalence globale, la Caisse régionale de Sud Rhône Alpes supporte une quote-part de la perte de valeur à hauteur de son engagement maximum de 662 687 milliers d'euros avec une clause de retour à meilleure fortune.

Si la garantie est activée, l'indemnisation correspondante est prélevée par Crédit Agricole S.A. sur le dépôt de garantie qui est alors reconstitué par la Caisse régionale de Sud Rhône Alpes à hauteur d'une quote-part contractuelle de la nouvelle exigence prudentielle globale.

L'échéance des garanties globales reste identique (1er mars 2027), mais certaines facultés de résiliation anticipées totales ou partielles, notamment à la main du bénéficiaire, ont été introduites.

Le mécanisme général du dispositif est similaire au premier volet de l'opération, mais la substance du contrat s'analyse désormais comme un contrat d'assurance du fait de l'existence d'un risque global d'assurance au sens de la norme IFRS 4.

La norme IFRS 4 permet à l'émetteur d'un contrat d'assurance, de recourir aux principes comptables déjà appliqués pour des garanties données similaires, sous réserve d'effectuer un test de suffisance du passif selon les modalités visées par le paragraphe 14(b) de la norme.

Par conséquent, le traitement comptable de la garantie globale est assimilable à celui d'une garantie donnée à première demande et sa rémunération est comptabilisée en Produit net bancaire. Dans le cas où il existerait des perspectives de perte à l'échéance, une provision serait à douter, en Coût du risque, conformément aux exigences du test de suffisance du passif. En cas d'appel de la garantie globale, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement seront respectivement reconnus en Coût du risque.

## 2.3. Ecarts d'acquisition

Néant.

## 2.4. Parties liées

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'a pas réalisé de transactions significatives au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014 avec les sociétés qu'elle contrôle.

## 2.5. Participations non consolidées

Ces titres de participations sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et sont destinés à être détenus durablement.

| (en milliers d'euros)   | 30.06.2014      |                     | 31.12.2013      |                     |
|---|-----------------|---------------------|-----------------|---------------------|
|   | Valeur au bilan | % de capital détenu | Valeur au bilan | % de capital détenu |
| SAS rue de la Boétie  | 497 538         | 2,94                | 497 538         | 2,94                |
| SAS Sacam Développement   | 21 404          | 2,94                | 21 398          | 2,94                |
| SNC CA titres   | 1 250           | 1,89                | 1 244           | 1,89                |
| SA DEFITECH   | 993             | 33,34               | 969             | 33,34               |
| SAS Sacam FIRECA  | 655             | 2,79                | 659             | 2,79                |
| SAS C2MS  | 4 445           | 8,38                | 4 445           | 8,38                |
| SAS Sacam International   | 16 375          | 2,94                | 15 423          | 2,94                |
| SAS Sacam Avenir  | 4 915           | 4,33                | 4 915           | 4,33                |
| SAS Sacam Participations  | 2 267           | 2,57                | 2 206           | 2,57                |
| SAS Sacam Immobilier  | 4 136           | 2,90                | 4 136           | 2,90                |
| SA CT CAM   | 984             | 1,95                | 814             | 1,76                |
| SCI Cam   | 2 011           | 2,89                | 1 463           | 2,89                |
| SAS Square Habitat Sud Rhône Alpes                                    | 1 607           | 100,00              | 1 607           | 100,00              |
| SAS Square habitat Gestion Sud Rhône Alpes                            | 7 902           | 100,00              | 7 902           | 100,00              |
| SAS CAPIDA  | 5 000           | 100,00              | 5 000           | 100,00              |
| SAS Sud Rhône Alpes capital   | 3 000           | 100,00              | 3 000           | 100,00              |
| SAS Foncière Malherbe Claudel   | 3 500           | 100,00              | 3 500           | 100,00              |
| SCI Valpeyrouse   | 1 617           | 99,90               | 1 617           | 99,90               |
| Autres participations   | 8 432           |                     | 8 621           |                     |
| <b>Valeur au bilan des titres de participation non consolidés (1)</b> | <b>588 031</b>  |                     | <b>586 460</b>  |                     |

(1) Dont 71 K€ comptabilisés en résultat au titre de la dépréciation durable.

### 3. Notes relatives au compte de résultat

#### 3.1. Produits et Charges d'intérêts

| (en milliers d'euros)   | 30/06/2014      | 31/12/2013      | 30/06/2013      |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|
| Sur opérations avec les établissements de crédit                          | 5 739           | 13 850          | 7 309           |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole                                | 17 828          | 32 708          | 16 473          |
| Sur opérations avec la clientèle  | 194 866         | 406 083         | 204 870         |
| Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente     | 1 198           | 1 878           | 1 091           |
| Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance | 13 656          | 27 643          | 12 970          |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture                    | 9 873           | 13 031          | 5 962           |
| Sur opérations de location-financement                                    | 0               | 0               | 0               |
| Autres intérêts et produits assimilés                                     | 0               | 0               | 0               |
| <b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>  | <b>243 160</b>  | <b>495 193</b>  | <b>248 675</b>  |
| Sur opérations avec les établissements de crédit                          | -6 334          | -13 598         | -7 158          |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole                                | -54 563         | -111 171        | -56 262         |
| Sur opérations avec la clientèle  | -17 094         | -46 205         | -26 758         |
| Sur dettes représentées par un titre                                      | -1 183          | -2 045          | -1 142          |
| Sur dettes subordonnées   | -1 032          | -2 884          | -1 502          |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture                    | -35 197         | -74 227         | -39 142         |
| Sur opérations de location-financement                                    | 0               | 0               | 0               |
| Autres intérêts et charges assimilées                                     | 0               | -585            | -294            |
| <b>Charges d'intérêts</b>   | <b>-115 403</b> | <b>-250 715</b> | <b>-132 258</b> |

(1) dont 2 228 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 30 juin 2014 contre 4 494 milliers d'euros au 31 décembre 2013 et 2 214 milliers d'euros au 30 juin 2013

(2) dont 1 722 milliers d'euros au 30 juin 2014 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat, contre 3 568 milliers d'euros au 31 décembre 2013 et 1 805 milliers d'euros au 30 juin 2013

#### 3.2. Commissions nettes

| (en milliers d'euros)  | 30/06/2014     |                |               | 31/12/2013     |                |                | 30/06/2013     |                |               |
|--|----------------|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|
|  | Produits       | Charges        | Net           | Produits       | Charges        | Net            | Produits       | Charges        | Net           |
| Sur opérations avec les établissements de crédit                                 | 76             | 0              | 76            | 181            | 0              | 181            | 104            | 0              | 104           |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole                                       | 17 070         | -16 130        | 940           | 43 387         | -22 311        | 21 076         | 22 619         | -9 938         | 12 681        |
| Sur opérations avec la clientèle   | 25 755         | -556           | 25 199        | 53 170         | -1 267         | 51 903         | 27 252         | -724           | 26 528        |
| Sur opérations sur titres  | 0              | -2             | -2            | 0              | -6             | -6             | 0              | -3             | -3            |
| Sur opérations de change   | 77             | 0              | 77            | 151            | 0              | 151            | 77             | 0              | 77            |
| Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan        | 0              | 0              | 0             | 0              | 0              | 0              | 0              | 0              | 0             |
| Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers | 60 639         | -5 117         | 55 522        | 112 631        | -9 832         | 102 799        | 55 221         | -4 233         | 50 988        |
| Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues                                  | 1 495          | -222           | 1 273         | 2 790          | -309           | 2 481          | 1 545          | -102           | 1 443         |
| <b>Produits nets des commissions</b>   | <b>105 112</b> | <b>-22 027</b> | <b>83 085</b> | <b>212 310</b> | <b>-33 725</b> | <b>178 585</b> | <b>106 818</b> | <b>-15 000</b> | <b>91 818</b> |

### 3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

| (en milliers d'euros)  | 30/06/2014 | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|--|------------|------------|------------|
| Dividendes reçus   | 0          | 0          | 0          |
| Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature  | 258        | -54        | 38         |
| Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option  | 471        | -46        | -140       |
| Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger) | 126        | 290        | 138        |
| Résultat de la comptabilité de couverture  | 0          | 0          | 0          |
| <b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>  | <b>855</b> | <b>190</b> | <b>36</b>  |

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

| (en milliers d'euros)  | 30/06/2014     |                 |                |
|--|----------------|-----------------|----------------|
|  | Profits        | Pertes          | Net            |
| <b>Couvertures de juste valeur</b>   | <b>63</b>      | <b>-63</b>      | <b>126</b>     |
| Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts   | 24             | -39             | -15            |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)                                       | 39             | -24             | 15             |
| <b>Couvertures de flux de trésorerie</b>   | <b>0</b>       | <b>0</b>        | <b>0</b>       |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace   |                |                 |                |
| <b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>   | <b>0</b>       | <b>0</b>        | <b>0</b>       |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace   |                |                 |                |
| <b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>     | <b>304 894</b> | <b>-304 894</b> | <b>609 788</b> |
| Variations de juste valeur des éléments couverts   | 187 239        | -117 655        | 69 584         |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture   | 117 655        | -187 239        | -69 584        |
| <b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b> | <b>0</b>       | <b>0</b>        | <b>0</b>       |
| Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace   |                |                 |                |
| <b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>   | <b>304 957</b> | <b>-304 957</b> | <b>0</b>       |

| (en milliers d'euros)  | 31/12/2013     |                 |          |
|--|----------------|-----------------|----------|
|  | Profits        | Pertes          | Net      |
| <b>Couvertures de juste valeur</b>   | <b>123</b>     | <b>-123</b>     | <b>0</b> |
| Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts   | 39             | -84             | -45      |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)                                       | 84             | -39             | 45       |
| <b>Couvertures de flux de trésorerie</b>   | <b>0</b>       | <b>0</b>        | <b>0</b> |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace   |                |                 | 0        |
| <b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>   | <b>0</b>       | <b>0</b>        | <b>0</b> |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace   |                |                 | 0        |
| <b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>     | <b>335 751</b> | <b>-335 751</b> | <b>0</b> |
| Variations de juste valeur des éléments couverts   | 127 202        | -208 549        | -81 347  |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture   | 208 549        | -127 202        | 81 347   |
| <b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b> | <b>0</b>       | <b>0</b>        | <b>0</b> |
| Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace   |                |                 | 0        |
| <b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>   | <b>335 874</b> | <b>-335 874</b> | <b>0</b> |

| (en milliers d'euros)  | 30/06/2013     |                 |          |
|--|----------------|-----------------|----------|
|  | Profits        | Pertes          | Net      |
| <b>Couvertures de juste valeur</b>   | <b>139</b>     | <b>-139</b>     | <b>0</b> |
| Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts   | 55             | -84             | -29      |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)                                       | 84             | -55             | 29       |
| <b>Couvertures de flux de trésorerie</b>   | <b>0</b>       | <b>0</b>        | <b>0</b> |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace   |                |                 | 0        |
| <b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>   | <b>0</b>       | <b>0</b>        | <b>0</b> |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace   |                |                 | 0        |
| <b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>     | <b>349 011</b> | <b>-349 011</b> | <b>0</b> |
| Variations de juste valeur des éléments couverts   | 146 181        | -202 830        | -56 649  |
| Variations de juste valeur des dérivés de couverture   | 202 830        | -146 181        | 56 649   |
| <b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b> | <b>0</b>       | <b>0</b>        | <b>0</b> |
| Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace   |                |                 | 0        |
| <b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>   | <b>349 150</b> | <b>-349 150</b> | <b>0</b> |

### 3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

| (en milliers d'euros)  | 30/06/2014    | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|--|---------------|------------|------------|
| Dividendes reçus   | 16 436        | 1 567      | 1 415      |
| Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente *                                | 739           | 3 796      | 159        |
| Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres) (1)   | -6            | -4 510     | -976       |
| Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances (2) | 30            | 57         | 36         |
| <b>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</b>   | <b>17 199</b> | <b>910</b> | <b>634</b> |

\* Hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 3.8

(1) La Caisse régionale a comptabilisé 6 milliers d'euros de perte au titre de la dépréciation durable relative à CA Innove au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014. En 2013 ces pertes concernaient principalement Square Habitat Sud Rhône Alpes pour 3 401 milliers d'euros et le complément de Sacam International pour 969 milliers d'euros.

(2) Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014 une cession de « titres détenus jusqu'à l'échéance » (HTM) est intervenue avant l'échéance conformément aux dispositions dérogatoires prévues dans la norme IAS 39 paragraphe AG 22. Cette sortie ne représente pas une quantité significative par rapport au total du portefeuille « détenu jusqu'à l'échéance » :  
- obligations CA sa : remboursement anticipé de 1 700 milliers d'euros à l'initiative de l'émetteur.

### 3.5. Produits et charges nets des autres activités

| (en milliers d'euros)   | 30/06/2014  | 31/12/2013  | 30/06/2013  |
|---|-------------|-------------|-------------|
| Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation                         |             |             |             |
| Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance |             |             |             |
| Autres produits nets de l'activité d'assurance                                |             |             |             |
| Variation des provisions techniques des contrats d'assurance                  |             |             |             |
| Produits nets des immeubles de placement                                      | -153        | -263        | -128        |
| Autres produits (charges) nets  | -396        | -18         | -103        |
| <b>Produits (charges) des autres activités</b>                                | <b>-549</b> | <b>-281</b> | <b>-231</b> |

### 3.6. Charges générales d'exploitation

| (en milliers d'euros)  | 30/06/2014      | 31/12/2013      | 30/06/2013      |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|
| Charges de personnel   | -72 511         | -141 196        | -70 379         |
| Impôts et taxes  | -5 184          | -11 964         | -5 248          |
| Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation | -34 990         | -71 445         | -36 655         |
| <b>Charges générales d'exploitation</b>                        | <b>-112 685</b> | <b>-224 605</b> | <b>-112 282</b> |

#### Détail des charges de personnel

| (en milliers d'euros)  | 30/06/2014     | 31/12/2013      | 30/06/2013     |
|--|----------------|-----------------|----------------|
| Salaires et traitements  | -38 744        | -73 212         | -37 581        |
| Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies) | -4 116         | -8 397          | -3 939         |
| Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies) | -69            | -3 528          | -42            |
| Autres charges sociales  | -12 463        | -24 170         | -12 600        |
| Intéressement et participation                                     | -8 651         | -15 344         | -8 338         |
| Impôts et taxes sur rémunération                                   | -8 468         | -16 545         | -7 879         |
| <b>Total Charges de personnel</b>                                  | <b>-72 511</b> | <b>-141 196</b> | <b>-70 379</b> |

### 3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

| (en milliers d'euros)   | 30/06/2014    | 31/12/2013     | 30/06/2013    |
|---|---------------|----------------|---------------|
| <b>Dotations aux amortissements</b>   | <b>-6 102</b> | <b>-12 095</b> | <b>-6 260</b> |
| - immobilisations corporelles   | -6 092        | -12 019        | -6 216        |
| - immobilisations incorporelles   | -10           | -76            | -44           |
| <b>Dotations aux dépréciations</b>  | <b>0</b>      | <b>-137</b>    | <b>0</b>      |
| - immobilisations corporelles   |               | -137           |               |
| - immobilisations incorporelles   |               |                |               |
| <b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles</b> | <b>-6 102</b> | <b>-12 232</b> | <b>-6 260</b> |

### 3.8. Coût du risque

| (en milliers d'euros)   | 30/06/2014     | 31/12/2013     | 30/06/2013     |
|---|----------------|----------------|----------------|
| <b>Dotations aux provisions et aux dépréciations</b>  | <b>-19 656</b> | <b>-39 153</b> | <b>-21 482</b> |
| Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe  | 0              | 0              | 0              |
| Prêts et créances   | -19 139        | -36 886        | -20 847        |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance  | 0              | 0              | 0              |
| Autres actifs   | -1             | -8             | -26            |
| Engagements par signature   | -219           | -496           | -312           |
| Risques et charges  | -297           | -1 763         | -297           |
| <b>Reprises de provisions et de dépréciations</b>   | <b>18 811</b>  | <b>28 891</b>  | <b>20 028</b>  |
| Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe  | 0              | 0              | 0              |
| Prêts et créances   | 17 675         | 26 608         | 15 362         |
| Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance  | 0              | 0              | 0              |
| Autres actifs   | 1              | 5              | 3              |
| Engagements par signature   | 396            | 1 805          | 1 010          |
| Risques et charges  | 739            | 473            | 3 653          |
| <b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions</b>   | <b>-845</b>    | <b>-10 262</b> | <b>-1 454</b>  |
| Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés | 0              | 0              | 0              |
| Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés   | -495           | -1 786         | -1 356         |
| Récupérations sur prêts et créances amortis   | 774            | 663            | 323            |
| Décotes sur crédits restructurés  | -206           | -350           | -99            |
| Pertes sur engagements par signature  | 0              | -117           | 0              |
| Autres pertes   | -27            | -52            | -4             |
| <b>Coût du risque</b>   | <b>-799</b>    | <b>-11 904</b> | <b>-2 590</b>  |

### 3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

| (en milliers d'euros)  | 30/06/2014  | 31/12/2013 | 30/06/2013 |
|--|-------------|------------|------------|
| <b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b> | <b>-110</b> | <b>-13</b> | <b>-10</b> |
| Plus-values de cession   | 79          | 59         | 50         |
| Moins-values de cession  | -189        | -72        | -60        |
| <b>Titres de capitaux propres consolidés</b>                       | <b>0</b>    | <b>0</b>   | <b>0</b>   |
| Plus-values de cession   | 0           | 0          | 0          |
| Moins-values de cession  | 0           | 0          | 0          |
| <b>Produits (charges) nets sur opérations de regroupement</b>      | <b>0</b>    | <b>0</b>   | <b>0</b>   |
| <b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>                      | <b>-110</b> | <b>-13</b> | <b>-10</b> |

### 3.10. Impôts

#### Charge d'impôt :

| (en milliers d'euros)               | 30/06/2014     | 31/12/2013     | 30/06/2013     |
|-------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Charge d'impôt courant              | -29 544        | -70 082        | -35 656        |
| Charge d'impôt différé              | -2 490         | 5 813          | 5 339          |
| <b>Charge d'impôt de la période</b> | <b>-32 034</b> | <b>-64 269</b> | <b>-30 317</b> |

#### Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

| Au 30 juin 2014  | (en milliers d'euros) | Base | Taux d'impôt                          | Impôt         |
|--|-----------------------|------|---------------------------------------|---------------|
| Résultat avant impôt, dépréciations d'écart d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence |                       |      | <i>Taux d'impôt théorique</i><br>38 % |               |
| Effet des différences permanentes  | 108 651               |      |                                       | 41 287        |
| Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires                         |                       |      |                                       | 370           |
| Effet de l'imposition à taux réduit  |                       |      |                                       | - 94          |
| Effet des autres éléments  |                       |      |                                       | - 21          |
| <b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>  |                       |      | <b>29,48 %</b>                        | <b>32 034</b> |

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2014.

La baisse du taux effectif est directement liée à la perception du dividende Rue la Boétie de 14,2 millions d'euros qui bénéficie du régime mère-fille.

| Au 31 décembre 2013  | (en milliers d'euros) | Base | Taux d'impôt                          | Impôt         |
|--|-----------------------|------|---------------------------------------|---------------|
| Résultat avant impôt, dépréciations d'écart d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence |                       |      | <i>Taux d'impôt théorique</i><br>38 % |               |
| Effet des différences permanentes  | 175 128               |      |                                       | 66 549        |
| Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires                         |                       |      |                                       | - 1 431       |
| Effet de l'imposition à taux réduit  |                       |      |                                       | 461           |
| Effet des autres éléments  |                       |      |                                       | - 1 044       |
| <b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>  |                       |      | <b>36,70 %</b>                        | <b>64 269</b> |

| Au 30 juin 2013  | (en milliers d'euros) | Base | Taux d'impôt                             | Impôt         |
|--|-----------------------|------|--|---------------|
| Résultat avant impôt, dépréciations d'écart d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence |                       |      | <i>Taux d'impôt théorique</i><br>36,10 % |               |
| Effet des différences permanentes  | 87 532                |      |  | 750           |
| Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires                         |                       |      |  | - 222         |
| Effet de l'imposition à taux réduit  |                       |      |  | 0             |
| Effet des autres éléments  |                       |      |  | - 754         |
| <b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>  |                       |      | <b>34,64 %</b>                           | <b>30 317</b> |

### 3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

| (en milliers d'euros)   | 30/06/2014   | 31/12/2013  | 30/06/2013    |
|---|--------------|-------------|---------------|
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>   |              |             |               |
| Gains et pertes sur écarts de conversion  | 0            | 0           | 0             |
| Ecart de réévaluation de la période   |              |             |               |
| Transferts en résultat  |              |             |               |
| Autres reclassifications  |              |             |               |
| Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente   | 5 636        | -3 795      | -6 166        |
| Ecart de réévaluation de la période   | 6 374        | -1 203      | -6 007        |
| Transfert en résultat   | -738         | -2 592      | -159          |
| Autres reclassifications  |              |             |               |
| Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture   | -380         | 2 819       | 1 917         |
| Ecart de réévaluation de la période   | -380         | 2 819       | 1 917         |
| Transferts en résultat  |              |             |               |
| Autres reclassifications  |              |             |               |
| Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés   | 0            | 0           | 0             |
| Ecart de réévaluation de la période   |              |             |               |
| Transferts en résultat  |              |             |               |
| Autres reclassifications  |              |             |               |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entités mises en équivalence        |              |             |               |
| Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entités mises en équivalence     | -1 573       | 94          | 884           |
| Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur entités mises en équivalence      |              |             |               |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>   | <b>3 683</b> | <b>-882</b> | <b>-3 365</b> |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>                                     |              |             |               |
| Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi  | -998         | 160         | 0             |
| Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés   |              |             |               |
| Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entités mises en équivalence    |              |             |               |
| Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entités mises en équivalence | 344          | -56         | 0             |
| Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur entités mises en équivalence  |              |             |               |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>                                     | <b>-654</b>  | <b>104</b>  | <b>0</b>      |
| <b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>   | <b>3 029</b> | <b>-778</b> | <b>-3 365</b> |
| Dont part Groupe  | 3 029        | -777        | -3 364        |
| Dont participations ne donnant pas le contrôle  |              | -1          | -1            |

## 4. Informations sectorielles

Le secteur opérationnel présenté dans le reporting interne, correspondant au métier du Crédit Agricole Sud Rhône-Alpes et conforme à la nomenclature en usage au sein du groupe Crédit Agricole S.A., est celui de « Banque de proximité en France ».

## 5. Notes relatives au bilan

### 5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

| (en milliers d'euros)                                       | 30/06/2014   | 31/12/2013   |
|---|--------------|--------------|
| Actifs financiers détenus à des fins de transaction         | 24           | 30           |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | 5 425        | 4 954        |
| <b>Valeur au bilan</b>                                      | <b>5 449</b> | <b>4 984</b> |
| <i>Dont Titres prêtés</i>                                   | 0            | 0            |

#### Actifs financiers détenus à des fins de transaction

| (en milliers d'euros)                        | 30/06/2014 | 31/12/2013 |
|--|------------|------------|
| Créances sur les établissements de crédit    |            |            |
| Créances sur la clientèle                    |            |            |
| Titres reçus en pension livrée               |            |            |
| Titres détenus à des fins de transaction     |            |            |
| - Effets publics et valeurs assimilées       |            |            |
| - Obligations et autres titres à revenu fixe |            |            |
| - Actions et autres titres à revenu variable |            |            |
| Instruments dérivés                          | 24         | 30         |
| <b>Valeur au bilan</b>                       | <b>24</b>  | <b>30</b>  |

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

| (en milliers d'euros)                                 | 30/06/2014   | 31/12/2013   |
|---|--------------|--------------|
| Créances sur la clientèle                             |              |              |
| Actifs représentatifs de contrats en unités de compte |              |              |
| Titres à la juste valeur par résultat sur option      | 5 425        | 4 954        |
| - Effets publics et valeurs assimilées                |              |              |
| - Obligations et autres titres à revenu fixe          | 5 425        | 4 954        |
| - Actions et autres titres à revenu variable          |              |              |
| <b>Valeur au bilan</b>                                | <b>5 425</b> | <b>4 954</b> |

### Passifs financiers à la juste valeur par résultat

| (en milliers d'euros)  | 30/06/2014 | 31/12/2013 |
|--|------------|------------|
| Passifs financiers détenus à des fins de transaction         | 565        | 565        |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option | 0          | 0          |
| <b>Valeur au bilan</b>                                       | <b>565</b> | <b>565</b> |

### Passifs financiers détenus à des fins de transaction

| (en milliers d'euros)                      | 30/06/2014 | 31/12/2013 |
|--|------------|------------|
| Titres vendus à découvert                  | 0          | 0          |
| Titres donnés en pension livrée            | 0          | 0          |
| Dettes représentées par un titre           | 0          | 0          |
| Dettes envers la clientèle                 | 0          | 0          |
| Dettes envers les établissements de crédit | 0          | 0          |
| Instruments dérivés                        | 565        | 565        |
| <b>Valeur au bilan</b>                     | <b>565</b> | <b>565</b> |

### Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'est pas concerné par ces passifs.

## 5.2. Actifs financiers disponibles à la vente

| (en milliers d'euros)  | 30/06/2014       |   |   | 31/12/2013       |   |   |
|--|------------------|---|---|------------------|---|---|
|  | Valeur comptable | Gains comptabilisés directement en capitaux propres | Pertes comptabilisées directement en capitaux propres | Valeur comptable | Gains comptabilisés directement en capitaux propres | Pertes comptabilisées directement en capitaux propres |
| Effets publics et valeurs assimilées   | 62 870           | 10 150  |   | 58 272           | 6 108   |   |
| Obligations et autres titres à revenu fixe   | 27 789           | 317   | -343  | 50 301           | 306   | -276  |
| Actions et autres titres à revenu variable   | 133 946          | 2 456   | -94   | 108 752          | 2 049   | -67   |
| Titres de participation non consolidés (1)   | 588 040          | 5 790   | -1 079  | 586 469          | 4 617   | -1 176  |
| <b>Total des titres disponibles à la vente</b>   | <b>812 645</b>   | <b>18 713</b>                                       | <b>-1 516</b>   | <b>803 794</b>   | <b>13 080</b>                                       | <b>-1 519</b>   |
| Créances disponibles à la vente  | 0                | 0   | 0   | 0                | 0   | 0   |
| <b>Total des créances disponibles à la vente</b>   | <b>0</b>         | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>         | <b>0</b>  | <b>0</b>  |
| <b>Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (2)</b>  | <b>812 645</b>   | <b>18 713</b>                                       | <b>-1 516</b>   | <b>803 794</b>   | <b>13 080</b>                                       | <b>-1 519</b>   |
| <b>Impôts</b>  |                  | <b>-4 340</b>                                       | <b>118</b>  |                  | <b>-2 968</b>                                       | <b>95</b>   |
| <b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net d'impôts)</b> |                  | <b>14 373</b>                                       | <b>-1 398</b>   |                  | <b>10 112</b>                                       | <b>-1 424</b>   |

(1) Depuis 2012, par exception, les titres SAS Rue la Boétie sont évalués au coût pour un montant net de dépréciation de 497 538 milliers d'euros.

(2) Dont 77 milliers d'euros comptabilisés au 1<sup>er</sup> semestre 2014 au titre de la dépréciation durable sur titres.

### 5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

#### Prêts et créances sur les établissements de crédit

| (en milliers d'euros)   | 30/06/2014       | 31/12/2013     |
|---|------------------|----------------|
| <b>Etablissements de crédit</b>   |                  |                |
| Comptes et prêts  | 90 693           | 16 617         |
| dont comptes ordinaires débiteurs sains                                       | 4 521            | 151            |
| dont comptes et prêts au jour le jour sains                                   | 0                | 0              |
| Valeurs reçues en pension   | 0                | 0              |
| Titres reçus en pension livrée  | 0                | 1 900          |
| Prêts subordonnés   | 405              | 406            |
| Titres non cotés sur un marché actif  | 0                | 0              |
| Autres prêts et créances  | 0                | 0              |
| <b>Valeur brute</b>   | <b>91 098</b>    | <b>18 923</b>  |
| <b>Dépréciations</b>  | <b>0</b>         | <b>0</b>       |
| <b>Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit</b> | <b>91 098</b>    | <b>18 923</b>  |
| <b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>                                 |                  |                |
| Comptes ordinaires  | 22 834           | 6 732          |
| Comptes et avances à terme  | 1 356 532        | 689 395        |
| Prêts subordonnés   | 33 110           | 33 112         |
| Titres non cotés sur un marché actif  |                  |                |
| <b>Valeur brute</b>   | <b>1 412 476</b> | <b>729 239</b> |
| <b>Dépréciations</b>  | <b>0</b>         | <b>0</b>       |
| <b>Valeur nette des prêts et créances internes au Crédit Agricole</b>         | <b>1 412 476</b> | <b>729 239</b> |
| <b>Valeur au bilan</b>  | <b>1 503 574</b> | <b>748 162</b> |

#### Prêts et créances sur la clientèle

| (en milliers d'euros)   | 30/06/2014        | 31/12/2013        |
|---|-------------------|-------------------|
| <b>Opérations avec la clientèle</b>                                     |                   |                   |
| Créances commerciales   | 8 409             | 8 934             |
| Autres concours à la clientèle  | 11 879 786        | 11 937 273        |
| Titres reçus en pension livrée  | 0                 | 0                 |
| Prêts subordonnés   | 0                 | 11 419            |
| Titres non cotés sur un marché actif                                    | 2 842             | 2 786             |
| Créances nées d'opérations d'assurance directe                          |                   |                   |
| Créances nées d'opérations de réassurance                               | 0                 |                   |
| Avances en comptes courants d'associés                                  | 53 737            | 63 806            |
| Comptes ordinaires débiteurs  | 169 351           | 179 355           |
| <b>Valeur brute</b>   | <b>12 114 125</b> | <b>12 203 573</b> |
| <b>Dépréciations</b>  | <b>-154 515</b>   | <b>-158 308</b>   |
| <b>Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle</b>        | <b>11 959 610</b> | <b>12 045 265</b> |
| <b>Opérations de location-financement</b>                               |                   |                   |
| Location-financement immobilier   | 0                 | 0                 |
| Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées | 0                 | 0                 |
| <b>Valeur brute</b>   | <b>0</b>          | <b>0</b>          |
| <b>Dépréciations</b>  | <b>0</b>          | <b>0</b>          |
| <b>Valeur nette des opérations de location financement</b>              | <b>0</b>          | <b>0</b>          |
| <b>Valeur au bilan</b>  | <b>11 959 610</b> | <b>12 045 265</b> |

**Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

| (en milliers d'euros)   | 30/06/2014        |  |                             |                           |                   |
|---|-------------------|--|-----------------------------|---------------------------|-------------------|
|   | Encours bruts     | dont encours bruts dépréciés sur base individuelle | Dépréciations individuelles | Dépréciations collectives | Total             |
| Administrations générales   | 1                 | 0  | 0                           | 0                         | 1                 |
| Banques centrales   | 0                 | 0  | 0                           | 0                         | 0                 |
| Etablissements de crédit  | 91 098            | 0  | 0                           | 0                         | 91 098            |
| Institutions non établissements de crédit   | 1 789 272         | 3 975  | 3 420                       | 0                         | 1 785 852         |
| Grandes entreprises   | 1 283 780         | 28 789   | 19 421                      | 14 369                    | 1 249 990         |
| Clientèle de détail   | 9 041 072         | 132 862  | 74 457                      | 42 848                    | 8 923 767         |
| <b>Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)</b> | <b>12 205 223</b> | <b>165 626</b>                                     | <b>97 298</b>               | <b>57 217</b>             | <b>12 050 708</b> |

(1) Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 17 030 milliers d'euros

| (en milliers d'euros)   | 31/12/2013        |  |                             |                           |                   |
|---|-------------------|--|-----------------------------|---------------------------|-------------------|
|   | Encours bruts     | dont encours bruts dépréciés sur base individuelle | Dépréciations individuelles | Dépréciations collectives | Total             |
| Administrations-générales   | 1                 | 0  | 0                           | 0                         | 1                 |
| Banques centrales   | 0                 | 0  | 0                           | 0                         | 0                 |
| Etablissements de crédit  | 18 923            | 0  | 0                           | 0                         | 18 923            |
| Institutions non établissements de crédit   | 1 891 093         | 4 646  | 3 631                       | 0                         | 1 887 462         |
| Grandes entreprises   | 1 355 612         | 26 676   | 19 747                      | 19 000                    | 1 316 865         |
| Clientèle de détail   | 8 956 867         | 129 141  | 73 541                      | 42 389                    | 8 840 937         |
| <b>Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)</b> | <b>12 222 496</b> | <b>160 463</b>                                     | <b>96 919</b>               | <b>61 389</b>             | <b>12 064 188</b> |

(1) Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 14 198 milliers d'euros

## 5.4. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

Au 30 juin 2014, la Caisse régionale Sud Rhône Alpes n'est pas concernée par des transferts d'actifs.

## 5.5. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

| (en milliers d'euros)   | 31/12/2013     | Dotations     | Reprises et utilisations | Ecart de conversion | 30/06/2014     |
|---|----------------|---------------|--------------------------|---------------------|----------------|
| <b>Créances sur les établissements de crédit</b>                          | 0              |               |                          |                     | 0              |
| <b>Créances sur la clientèle</b><br><i>dont dépréciations collectives</i> | 158 308        | 20 706        | -24 499                  |                     | 154 515        |
|   | 61 389         |               | -4 172                   |                     | 57 217         |
| <b>Opérations de location financement</b>                                 | 0              |               |                          |                     | 0              |
| <b>Titres détenus jusqu'à l'échéance</b>                                  | 0              |               |                          |                     | 0              |
| <b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>                           | 30 308         | 7             | -77                      |                     | 30 238         |
| <b>Autres actifs financiers</b>   | 388            | 1             | -33                      |                     | 356            |
| <b>Total Dépréciations des actifs financiers</b>                          | <b>189 004</b> | <b>20 714</b> | <b>-24 609</b>           | <b>0</b>            | <b>185 109</b> |

| (en milliers d'euros)   | 01/01/2013     | Dotations     | Reprises et utilisations | Ecart de conversion | 30/06/2013     |
|---|----------------|---------------|--------------------------|---------------------|----------------|
| <b>Créances sur les établissements de crédit</b>                          | 0              |               |                          |                     | 0              |
| <b>Créances sur la clientèle</b><br><i>dont dépréciations collectives</i> | 170 415        | 22 332        | -30 408                  |                     | 162 339        |
|   | 62 098         | 57            |                          |                     | 62 155         |
| <b>Opérations de location financement</b>                                 | 0              |               |                          |                     | 0              |
| <b>Titres détenus jusqu'à l'échéance</b>                                  | 0              |               |                          |                     | 0              |
| <b>Actifs financiers disponibles à la vente (1)</b>                       | 25 798         | 976           |                          |                     | 26 774         |
| <b>Autres actifs financiers</b>   | 417            | 26            | -57                      |                     | 386            |
| <b>Total Dépréciations des actifs financiers</b>                          | <b>196 630</b> | <b>23 334</b> | <b>-30 465</b>           | <b>0</b>            | <b>189 499</b> |

(1) Les titres Sacam International ont été dépréciés pour 969 milliers d'euros au premier semestre 2013 en complément de 10 046 milliers d'euros comptabilisés au cours de l'exercice 2012.

## 5.6. Exposition au risque souverain

| 30/06/2014<br><br>(en milliers d'euros) | Exposition brute au risque souverain  |  |                   |  |   | TOTAL          |  |
|---|---------------------------------------|--|-------------------|--|---|----------------|--|
|   | Dont portefeuille bancaire            |  |                   |  | Dont portefeuille de négociation (hors dérivés) |                |  |
|   | Actifs à la juste valeur par résultat | Actifs financiers disponibles à la vente | Prêts et créances | Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance |   |                |  |
| France                                  | 0                                     | 62 870                                   | 0                 | 134 014                                      | 0   | 196 884        |  |
| Autres pays                             | 0                                     | 0  | 0                 | 0  | 0   | 0              |  |
| <b>Total</b>                            | <b>0</b>                              | <b>62 870</b>                            | <b>0</b>          | <b>134 014</b>                               | <b>0</b>  | <b>196 884</b> |  |

La Caisse régionale n'a pas d'exposition aux dettes souveraines pour les pays sous surveillance.

## 5.7. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

### Dettes envers les établissements de crédit

| (en milliers d'euros)                         | 30/06/2014       | 31/12/2013       | <b>Etablissements de crédit</b> |                                    |  |
|---|------------------|------------------|---------------------------------|------------------------------------|--|
|   |                  |                  | Comptes et emprunts             | dont comptes ordinaires créditeurs | dont comptes et emprunts au jour le jour |
| Comptes et emprunts                           | 27 597           | 6 124            |                                 |                                    |  |
| dont comptes ordinaires créditeurs            | 5 659            | 5 716            |                                 |                                    |  |
| dont comptes et emprunts au jour le jour      | 0                | 408              |                                 |                                    |  |
| Valeurs données en pension                    | 0                | 0                |                                 |                                    |  |
| Titres donnés en pension livrée               | 0                | 0                |                                 |                                    |  |
| <b>Total</b>                                  | <b>27 597</b>    | <b>6 124</b>     |                                 |                                    |  |
| <b>Opérations internes au Crédit Agricole</b> |                  |                  |                                 |                                    |  |
| Comptes ordinaires créditeurs                 | 58 878           | 102 533          |                                 |                                    |  |
| Comptes et avances à terme                    | 8 973 334        | 8 047 193        |                                 |                                    |  |
| <b>Total</b>                                  | <b>9 032 212</b> | <b>8 149 726</b> |                                 |                                    |  |
| <b>Valeur au bilan</b>                        | <b>9 059 809</b> | <b>8 155 850</b> |                                 |                                    |  |

### **Dettes envers la clientèle**

| (en milliers d'euros)   | 30/06/2014       | 31/12/2013       |
|---|------------------|------------------|
| Comptes ordinaires créditeurs   | 2 579 852        | 2 646 089        |
| Comptes d'épargne à régime spécial  | 49 580           | 45 028           |
| Autres dettes envers la clientèle   | 1 384 141        | 1 422 321        |
| Titres donnés en pension livrée   | 0                | 0                |
| Dettes nées d'opérations d'assurance directe  | 0                | 0                |
| Dettes nées d'opérations de réassurance   | 0                | 0                |
| Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques | 0                | 0                |
| <b>Valeur au bilan</b>  | <b>4 013 573</b> | <b>4 113 438</b> |

### **5.8. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées**

| (en milliers d'euros)                    | 30/06/2014     | 31/12/2013     |
|--|----------------|----------------|
| <b>Dettes représentées par un titre</b>  |                |                |
| Bons de caisse                           | 0              | 0              |
| Titres du marché interbancaire           | 0              | 0              |
| Titres de créances négociables           | 256 232        | 353 190        |
| Emprunts obligataires                    | 0              | 0              |
| Autres dettes représentées par un titre  | 0              | 0              |
| <b>Valeur au bilan</b>                   | <b>256 232</b> | <b>353 190</b> |
| <b>Dettes subordonnées</b>               |                |                |
| Dettes subordonnées à durée déterminée   | 35 232         | 35 440         |
| Dettes subordonnées à durée indéterminée | 0              | 0              |
| Dépôt de garantie à caractère mutuel     | 0              | 0              |
| Titres et emprunts participatifs         | 2 114          | 2 086          |
| <b>Valeur au bilan</b>                   | <b>37 346</b>  | <b>37 526</b>  |

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014, aucune émission de dettes subordonnées.

## 5.9. Immeubles de placement

| (en milliers d'euros)           | 31/12/2013   | Augmentations (Acquisitions) | Diminutions (Cessions et échéances) | Autres mouvements | Solde 30/06/2014 |
|---------------------------------|--------------|------------------------------|-------------------------------------|-------------------|------------------|
| Valeur brute                    | 4 110        | 424                          | 0                                   | 0                 | 4 534            |
| Amortissements et dépréciations | -1 671       | -154                         | 0                                   | 0                 | -1 825           |
| <b>Valeur au bilan (1)</b>      | <b>2 439</b> | <b>270</b>                   | <b>0</b>                            | <b>0</b>          | <b>2 709</b>     |

(1) Y compris les immeubles de placement donnés en location simple.

| (en milliers d'euros)           | 01/01/2013   | Augmentations (Acquisitions) | Diminutions (Cessions et échéances) | Autres mouvements | Solde 31/12/2013 |
|---------------------------------|--------------|------------------------------|-------------------------------------|-------------------|------------------|
| Valeur brute                    | 3 705        | 406                          | -1                                  | 0                 | 4 110            |
| Amortissements et dépréciations | -1 409       | -262                         | 0                                   | 0                 | -1 671           |
| <b>Valeur au bilan (1)</b>      | <b>2 296</b> | <b>144</b>                   | <b>-1</b>                           | <b>0</b>          | <b>2 439</b>     |

(1) Y compris les immeubles de placement donnés en location simple.

## 5.10. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

| (en milliers d'euros)                             | 31/12/2013    | Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises) | Diminutions (Cessions et échéances) | Autres mouvements | Solde 30/06/2014 |
|---|---------------|---|-------------------------------------|-------------------|------------------|
| <b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b> |               |   |                                     |                   |                  |
| Valeur brute                                      | 230 344       | 3 041   | -7 051                              | -1                | 226 333          |
| Amortissements et dépréciations (1)               | -156 745      | -6 092  | 6 785                               |                   | -156 052         |
| <b>Valeur au bilan</b>                            | <b>73 599</b> | <b>-3 051</b>   | <b>-266</b>                         | <b>-1</b>         | <b>70 281</b>    |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>              |               |   |                                     |                   |                  |
| Valeur brute                                      | 9 353         | 1   | -37                                 | 1                 | 9 318            |
| Amortissements et dépréciations                   | -7 352        | -10   | 37                                  |                   | -7 325           |
| <b>Valeur au bilan</b>                            | <b>2 001</b>  | <b>-9</b>   | <b>0</b>                            | <b>1</b>          | <b>1 993</b>     |

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple.

| (en milliers d'euros)                             | 01/01/2013    | Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises) | Diminutions (Cessions et échéances) | Autres mouvements | Solde 31/12/2013 |
|---|---------------|---|-------------------------------------|-------------------|------------------|
| <b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b> |               |   |                                     |                   |                  |
| Valeur brute                                      | 224 880       | 9 155   | -3 691                              |                   | 230 344          |
| Amortissements et dépréciations (1)               | -148 184      | -12 019   | 3 458                               |                   | -156 745         |
| <b>Valeur au bilan</b>                            | <b>76 696</b> | <b>-2 864</b>   | <b>-233</b>                         | <b>0</b>          | <b>73 599</b>    |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>              |               |   |                                     |                   |                  |
| Valeur brute                                      | 9 319         | 34  |                                     |                   | 9 353            |
| Amortissements et dépréciations                   | -7 139        | -213  |                                     |                   | -7 352           |
| <b>Valeur au bilan</b>                            | <b>2 180</b>  | <b>-179</b>   | <b>0</b>                            | <b>0</b>          | <b>2 001</b>     |

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple.

## 5.11. Provisions

| (en milliers d'euros)                                | 31/12/2013    | Dotations    | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Autres mouvements | 30/06/2014    |
|--|---------------|--------------|--------------------|------------------------|-------------------|---------------|
| 1- Risques sur les produits épargne logement         | 10 530        | 138          |                    |                        |                   | 10 668        |
| 2- Risques d'exécution des engagements par signature | 6 883         | 220          | -180               | -397                   |                   | 6 526         |
| 3- Risques opérationnels                             | 9 354         |              |                    | -654                   |                   | 8 700         |
| 4- Engagements sociaux et assimilés                  | 3 627         | 898          |                    |                        | 998               | 5 524         |
| 5- Litiges divers                                    | 1 342         | 50           | -18                | -1                     |                   | 1 373         |
| 6- Autres risques (dont DAT à taux progressif)       | 16 111        | 3 213        | -1 556             | -388                   |                   | 17 380        |
| <b>Total</b>   | <b>47 847</b> | <b>4 519</b> | <b>-1 754</b>      | <b>-1 440</b>          | <b>998</b>        | <b>50 171</b> |

### 1 - Risques sur les contrats Epargne Logement

La provision est déterminée à partir des encours de collecte sur base d'inventaire à fin novembre 2013 pour les données au 31 décembre 2013 et à fin mai 2014 pour les données au 30 juin 2014 et hors prime d'Etat.

### 2 - Provisions pour engagements par signature

Ces provisions sont constituées en couverture de risques d'exécution d'engagements de financement donnés, d'engagements de garantie donnés, ou de risques sur autres engagements du hors bilan.

### 3 - Provisions pour risques opérationnels

Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

### 4 - Provisions pour engagements sociaux

Il s'agit des provisions relatives à la médaille du travail et aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies. La variation des autres mouvements d'un montant de 998 milliers d'euros est due à l'ajustement de la dette actuarielle du fait de la baisse du taux iboxx au 31 mai 2014 par rapport à celui précédemment retenu au 31 décembre 2013.

### 5 - Provisions pour litiges divers

Il s'agit de provisions consécutives à des risques légaux et fiscaux.

| (en milliers d'euros)                                | 01/01/2013    | Dotations     | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Autres mouvements | 31/12/2013    |
|--|---------------|---------------|--------------------|------------------------|-------------------|---------------|
| 1- Risques sur les produits épargne logement         | 8 820         | 2 360         | 0                  | -650                   |                   | 10 530        |
| 2- Risques d'exécution des engagements par signature | 8 267         | 496           | -74                | -1 806                 |                   | 6 883         |
| 3- Risques opérationnels                             | 8 933         | 737           | -94                | -222                   |                   | 9 354         |
| 4- Engagements sociaux et assimilés (1)              | 4 866         | 41            | 0                  | -1 329                 | 49                | 3 627         |
| 5- Litiges divers                                    | 314           | 1 109         | -54                | -27                    |                   | 1 342         |
| 6- Autres risques (dont DAT à taux progressif)       | 11 084        | 8 722         | -3 205             | -490                   |                   | 16 111        |
| <b>Total</b>   | <b>42 284</b> | <b>13 465</b> | <b>-3 427</b>      | <b>-4 524</b>          | <b>49</b>         | <b>47 847</b> |

(1) La variation des autres mouvements d'un montant de 49 milliers d'euros est due à l'application de l'amendement d'IAS 19 au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

## Provision épargne logement

### Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

| En millions d'euros   | 30/06/2014   | 31/12/2013   |
|---|--------------|--------------|
| <b>Plans d'épargne-logement :</b>                                     |              |              |
| Ancienneté de moins de 4 ans  | 668          | 491          |
| Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans                     | 670          | 646          |
| Ancienneté de plus de 10 ans  | 880          | 919          |
| <b>Total plans d'épargne-logement</b>                                 | <b>2 218</b> | <b>2 056</b> |
| <b>Total comptes épargne-logement</b>                                 | <b>415</b>   | <b>426</b>   |
| <b>Total Encours collectés au titre des contrats épargne-logement</b> | <b>2 633</b> | <b>2 482</b> |

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007.

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2014 pour les données au 30 juin 2014 et à fin novembre 2013 pour les données au 31 décembre 2013, et hors prime d'état.

### Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

| En millions d'euros  | 30/06/2014 | 31/12/2013 |
|--|------------|------------|
| <b>Plans d'épargne-logement :</b>  | 14         | 15         |
| <b>Comptes épargne-logement :</b>  | 69         | 74         |
| <b>Total Encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement</b> | <b>83</b>  | <b>89</b>  |

## Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

| En millions d'euros   | 30/06/2014   | 31/12/2013   |
|---|--------------|--------------|
| <b>Plans d'épargne-logement :</b>                             |              |              |
| Ancienneté de moins de 4 ans                                  | 0,00         | 0,12         |
| Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans             | 1,60         | 1,74         |
| Ancienneté de plus de 10 ans                                  | 9,07         | 8,67         |
| <b>Total plans d'épargne-logement</b>                         | <b>10,67</b> | <b>10,53</b> |
| <b>Total comptes épargne-logement</b>                         | <b>0</b>     | <b>0</b>     |
| <b>Total Provision au titre des contrats épargne-logement</b> | <b>10,67</b> | <b>10,53</b> |

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007.

## 5.12. Capitaux propres

### ➤ Composition du capital de la Caisse régionale au 30 juin 2014

Le nombre de titres n'a pas changé au cours du premier semestre 2014. Au 30 juin la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

| Répartition du capital de la Caisse régionale          | Nombre de titres | % du capital   | % des droits de vote |
|--|------------------|----------------|----------------------|
| <b>Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)</b> | <b>743 500</b>   | <b>16,14%</b>  | <b>0</b>             |
| Dont part du Public                                    | 710 991          | 15,43%         |                      |
| Dont part Crédit Agricole S.A.                         | 0                |                |                      |
| Dont part Auto-détenue                                 | 32 509           | 0,71%          |                      |
| <b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>        | <b>1 158 331</b> | <b>25,13%</b>  | <b>0</b>             |
| Dont part du Public                                    | 0                |                |                      |
| Dont part Crédit Agricole S.A.                         | 1 158 331        |                |                      |
| <b>Parts sociales</b>                                  | <b>2 706 894</b> | <b>58,73%</b>  | <b>100%</b>          |
| Dont 82 Caisses Locales                                | 2 706 875        |                |                      |
| Dont 18 administrateurs de la CR                       | 18               |                |                      |
| Dont Crédit Agricole S.A.                              | 1                |                |                      |
| <b>TOTAL</b>   | <b>4 608 725</b> | <b>100,00%</b> | <b>100,00%</b>       |

### ➤ Dividendes

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres et s'élèvent à 17 348 milliers d'euros. Il correspond à la distribution par la Caisse régionale aux porteurs de CCI, CCA et à la distribution par les Caisses locales à leurs sociétaires.

#### Distribution par le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes

Les dividendes versés par la Caisse régionale aux porteurs de CCI (hors CCI auto détenus) et de CCA ressortent à 12 690 milliers d'euros. La partie correspondant aux intérêts aux parts sociales détenues par les Caisses locales, soit 1 015 milliers d'euros, est éliminée dans le cadre de la consolidation.

| Année de rattachement du dividende | Par CCI     | Par CCA     | Par Part Sociale |
|------------------------------------|-------------|-------------|------------------|
|                                    | Montant Net | Montant Net | Montant Net      |
| 2010                               | 6,82        | 6,82        | 0,51             |
| 2011                               | 7,16        | 7,16        | 0,54             |
| 2012                               | 6,72        | 6,72        | 0,42             |
| 2013                               | 6,78        | 6,78        | 2,46 %           |

#### Distribution par les Caisses locales

Les Caisses locales ont distribué à leurs sociétaires un montant total de 4 658 milliers d'euros correspondant à un taux de rémunération de 2,46 %.

## 6. Engagements de financement et de garantie

### Engagements donnés et reçus

| (en milliers d'euros)  | 30/06/2014       | 31/12/2013       |
|--|------------------|------------------|
| <b>Engagements donnés</b>  | <b>6 846 485</b> | <b>7 347 921</b> |
| <b>Engagements de financement</b>                                | <b>1 003 560</b> | <b>1 120 790</b> |
| . Engagements en faveur d'établissements de crédit               | 63 025           | 180 850          |
| . Engagements en faveur de la clientèle                          | 940 535          | 939 940          |
| Ouverture de crédits confirmés                                   | 528 032          | 540 201          |
| - Ouverture de crédits documentaires                             | 4 044            | 2 635            |
| - Autres ouvertures de crédits confirmés                         | 523 988          | 537 566          |
| Autres engagements en faveur de la clientèle                     | 412 503          | 399 739          |
| <b>Engagements de garantie</b>                                   | <b>841 809</b>   | <b>612 458</b>   |
| . Engagements d'ordre d'établissement de crédit (1)              | 667 662          | 416 196          |
| Confirmations d'ouverture de crédits documentaires               | 2 644            | 3 134            |
| Autres garanties   | 665 018          | 413 062          |
| . Engagements d'ordre de la clientèle                            | 174 147          | 196 262          |
| Cautions immobilières  | 32 438           | 49 031           |
| Autres garanties d'ordre de la clientèle                         | 141 709          | 147 231          |
| <b>Autres engagements donnés</b>                                 | <b>5 001 116</b> | <b>5 614 673</b> |
| <b>Engagements reçus</b>   | <b>5 301 374</b> | <b>5 894 318</b> |
| <b>Engagements de financement</b>                                | <b>585 152</b>   | <b>1 170 000</b> |
| . Engagements reçus d'établissements de crédit                   | 585 152          | 1 170 000        |
| . Engagements reçus de la clientèle                              | 0                | 0                |
| <b>Engagements de garantie</b>                                   | <b>4 716 222</b> | <b>4 724 318</b> |
| . Engagements reçus d'établissements de crédit                   | 217 028          | 229 510          |
| . Engagements reçus de la clientèle                              | 4 499 194        | 4 494 808        |
| Garanties reçues des administrations publiques et assimilées (2) | 925 112          | 925 358          |
| Autres garanties reçues (3)                                      | 3 574 082        | 3 569 450        |

(1) Dont 255 millions d'euros relatifs à la garantie globale (switch) mise en place le 02 janvier 2014 en amendement de la garantie

précédente octroyée le 23 décembre 2011 pour 408 millions d'euros.

(2) Correspond au FGAS.

(3) Garantie par organisme de caution (essentiellement la CAMCA).

### Instruments financiers remis et reçus en garantie

| (en milliers d'euros)  | 30/06/2014       | 31/12/2013       |
|--|------------------|------------------|
| <b>Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)</b>                     |                  |                  |
| Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (SFEF, Banque de France, CRH ...) | 5 001 116        | 5 614 673        |
| Titres prêtés  |                  |                  |
| Dépôts de garantie sur opérations de marché  |                  |                  |
| Titres et valeurs donnés en pension  |                  |                  |
| <b>Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie</b>                                  | <b>5 001 116</b> | <b>5 614 673</b> |
| <b>Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>                            |                  |                  |
| Titres empruntés   |                  |                  |
| Titres & valeurs reçus en pension  | 0                | 1 900            |
| Titres vendus à découvert  |                  |                  |
| <b>Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>                      | <b>0</b>         | <b>1 900</b>     |

#### **Créances apportées en garantie :**

Au 30 juin 2014, le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes a apporté 5 001 116 K€ de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 5 614 673 K€ au 31 décembre 2013. Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes a apporté :

- 3 039 604 K€ de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque centrale européenne dont 2 492 340 en habitat, contre 3 506 694 K€ au 31 décembre 2013.
- 818 711 K€ de créances auprès de Crédit Agricole Home Loan SFH contre 899 333 K€ au 31 décembre 2013.
- 599 615 K€ de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 559 601 K€ au 31 décembre 2013.
- 448 922 K€ de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès du FCT Evergreen HL1, contre 468 227 K€ au 31 décembre 2013.
- 43 725 K€ de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du dispositif SFEF (Société de Financement de l'Economie Française), contre 120 038 K€ au 31 décembre 2013.
- 28 782 K€ auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre du dispositif de refinancement auprès de la BEI contre 429 411 K€ au 31 décembre 2013.
- 21 756 K€ auprès de Crédit Agricole S.A. en garantie des opérations de financement des collectivités territoriales auprès de la CDC contre 21 369 K€ au 31 décembre 2013.

## **7. *Reclassements d'instruments financiers***

Conformément à l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union Européenne en octobre 2008, il est autorisé d'opérer les reclassements suivants :

- des catégories « Actifs financiers détenus à des fins de transaction » et « Actifs financiers disponibles à la vente » vers la catégorie « Prêts et créances », si l'entité a désormais l'intention et la capacité de conserver l'actif financier concerné dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance et si les critères d'éligibilité à cette catégorie sont respectés à la date de transfert (notamment actif financier non coté sur un marché actif) ;
- dans le cas de circonstances rares et documentées, de la catégorie « Actifs financiers détenus à des fins de transaction » vers les catégories « actifs financiers disponibles à la vente » ou « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance », si les critères d'éligibilité sont respectés à la date de transfert pour chacun de ces deux postes.

Comme durant l'exercice précédent, le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'a procédé à aucun reclassement au cours du premier semestre 2014.

## 8. Juste valeur des instruments financiers

### 8.1 Juste Valeur des actifs et des passifs comptabilisés au coût

#### Actifs financier comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur

| (en milliers d'euros)  | Valeur au bilan au 30 juin 2014 | Juste valeur au 30 juin 2014 | Prix côté sur des marchés actifs pour des instruments identiques<br>Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables<br>Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables<br>Niveau 3 |
|--|---------------------------------|------------------------------|--|---|---|
| <b>Actifs financiers non évalués à la Juste Valeur au Bilan</b>  |                                 |                              |  |   |   |
| <b>Prêts et Créances</b>   | <b>13 463 184</b>               | <b>13 878 112</b>            | <b>2 945</b>   | <b>1 737 895</b>  | <b>12 137 272</b>   |
| Créances sur les établissements de crédit                        | 1 503 574                       | 1 516 192                    | 0  | 1 516 192   | 0   |
| Comptes ordinaires & prêts JJ                                    | 27 355                          | 27 355                       |  | 27 354  |   |
| Comptes et prêts à terme   | 1 442 704                       | 1 450 510                    |  | 1 450 510   |   |
| Valeurs reçues en pension  |                                 |                              |  |   |   |
| Titres reçus en pension livrée                                   |                                 |                              |  |   |   |
| Prêts subordonnés  | 33 515                          | 38 328                       |  | 38 328  |   |
| Titres non cotés sur un marché actif                             |                                 |                              |  |   |   |
| Autres prêts et créances   |                                 |                              |  |   |   |
| <b>Créances sur la clientèle</b>                                 | <b>11 959 610</b>               | <b>12 361 920</b>            | <b>2 945</b>   | <b>221 703</b>  | <b>12 137 272</b>   |
| Créances commerciales  | 8 194                           | 8 194                        |  |   | 8 194   |
| Autres concours à la clientèle                                   | 11 738 278                      | 12 129 078                   |  |   | 12 129 078  |
| Titres reçus en pension livrée                                   |                                 |                              |  |   |   |
| Prêts subordonnés  |                                 |                              |  |   |   |
| Titres non cotés sur un marché actif                             | 2 842                           | 2 945                        |  | 2 945   |   |
| Créances nées d'opérations d'assurance directe                   |                                 |                              |  |   |   |
| Créances nées d'opérations de réassurance                        |                                 |                              |  |   |   |
| Avances en comptes courants d'associés                           | 52 709                          | 53 626                       |  | 53 626  |   |
| Comptes ordinaires débiteurs                                     | 157 587                         | 168 077                      |  | 168 077   |   |
| <b>Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance</b>              | <b>823 683</b>                  | <b>882 880</b>               | <b>856 004</b>   | <b>26 876</b>   | <b>0</b>  |
| Effets publics et valeurs assimilées                             | 134 014                         | 144 017                      | 144 017  |   |   |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                       | 689 669                         | 738 863                      | 711 987  | 26 876  |   |
| <b>Total actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b> | <b>14 286 867</b>               | <b>14 760 992</b>            | <b>858 949</b>   | <b>1 764 771</b>  | <b>12 137 272</b>   |

La hiérarchie de juste valeur des actifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de CDS. Les pensions reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé, ou des paramètres de risque de taux lorsque les taux sont réglementés.

## **Passifs financier comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur**

| (en milliers d'euros)   | Valeur au bilan au 30 juin 2014 | Juste valeur au 30 juin 2014 | Prix côté sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1 | Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2 | Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3 |
|---|---------------------------------|------------------------------|---|--|--|
| <b>Passifs financiers non évalués à la Juste Valeur au Bilan</b>  |                                 |                              |   |  |  |
| <b>Dettes envers les établissements de crédit</b>   | <b>9 059 809</b>                | <b>9 247 887</b>             | <b>0</b>  | <b>9 247 887</b>   | <b>0</b>   |
| Comptes ordinaires & emprunts JJ  | 64 594                          | 64 577                       |   | 64 577   |  |
| Comptes et emprunts à terme   | 8 995 215                       | 9 183 310                    |   | 9 183 310  |  |
| Valeurs données en pension  |                                 |                              |   |  |  |
| Titres donnés en pension livrée   |                                 |                              |   |  |  |
| <b>Dettes envers la clientèle</b>   | <b>4 013 573</b>                | <b>4 056 928</b>             | <b>0</b>  | <b>4 056 928</b>   | <b>0</b>   |
| Comptes ordinaires créditeurs   | 2 579 852                       | 2 579 788                    |   | 2 579 788  |  |
| Comptes d'épargne à régime spécial  | 49 580                          | 49 580                       |   | 49 580   |  |
| Autres dettes envers la clientèle   | 1 384 141                       | 1 427 560                    |   | 1 427 560  |  |
| Titres donnés en pension livrée   |                                 |                              |   |  |  |
| Dettes nées d'opérations d'assurance directe  |                                 |                              |   |  |  |
| Dettes nées d'opérations de réassurance   |                                 |                              |   |  |  |
| Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques |                                 |                              |   |  |  |
| <b>Dettes représentées par un titre</b>   | <b>256 232</b>                  | <b>255 550</b>               |   | <b>255 550</b>   |  |
| <b>Dettes subordonnées</b>  | <b>37 346</b>                   | <b>34 795</b>                |   | <b>34 795</b>  |  |
| <b>Total passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>   | <b>13 366 960</b>               | <b>13 595 160</b>            | <b>0</b>  | <b>13 595 160</b>  | <b>0</b>   |

La hiérarchie de juste valeur des passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de CDS (Crédit Default Swap). Les pensions données portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé, ou des paramètres de risque de taux lorsque les taux sont réglementés.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux de marché,
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels nous considérons que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché,
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics,
- des actifs ou passifs exigibles à vue,
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

## 8.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

### Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

#### Actifs financiers valorisés à la juste valeur

| (en milliers d'euros)  | Total<br>30/06/2014 | prix cotés sur<br>des marchés<br>actifs pour des<br>instruments<br>identiques :<br>Niveau 1 | valorisation<br>fondée sur des<br>données<br>observables :<br>Niveau 2 | valorisation<br>fondée sur des<br>données non<br>observables :<br>Niveau 3 |
|--|---------------------|---|--|--|
| <b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>         | <b>24</b>           | <b>0</b>  | <b>24</b>  | <b>0</b>   |
| Créances sur les établissements de crédit                          | 0                   |   |  |  |
| Créances sur la clientèle  | 0                   |   |  |  |
| Titres reçus en pension livrée                                     | 0                   |   |  |  |
| Titres détenus à des fins de transaction                           | 0                   |   |  |  |
| <i>Effets publics et valeurs assimilées</i>                        | 0                   |   |  |  |
| <i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>                  | 0                   |   |  |  |
| <i>Actions et autres titres à revenu variable</i>                  | 0                   |   |  |  |
| Instruments dérivés  | 24                  |   | 24   |  |
| <b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b> | <b>5 425</b>        | <b>5 425</b>  | <b>0</b>   | <b>0</b>   |
| Créances sur la clientèle  | 0                   |   |  |  |
| Actifs représentatifs de contrats en unités de compte              | 0                   |   |  |  |
| Titres à la juste valeur par résultat sur option                   | 5 425               |   | 5 425  |  |
| <i>Effets publics et valeurs assimilées</i>                        | 0                   |   |  |  |
| <i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>                  | 5 425               |   | 5 425  |  |
| <i>Actions et autres titres à revenu variable</i>                  | 0                   |   |  |  |
| <b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>                    | <b>315 108</b>      | <b>90 659</b>   | <b>224 449</b>   | <b>0</b>   |
| Effets publics et valeurs assimilées                               | 62 870              | 62 870  |  |  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                         | 27 789              | 27 789  |  |  |
| Actions et autres titres à revenu variable (1)                     | 224 449             |   | 224 449  |  |
| Créances disponibles à la vente                                    | 0                   |   |  |  |
| <b>Instruments dérivés de couverture</b>                           | <b>8 804</b>        | <b>0</b>  | <b>8 804</b>   | <b>0</b>   |
| <b>Total actifs financiers valorisés à la JV</b>                   | <b>329 361</b>      | <b>96 084</b>   | <b>233 277</b>   | <b>0</b>   |
| Transfert issus du Niveau 1  |                     |   |  |  |
| Transfert issus du Niveau 2  |                     |   |  |  |
| Transfert issus du Niveau 3  |                     |   |  |  |
| <b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>                | <b>0</b>            | <b>0</b>  | <b>0</b>   | <b>0</b>   |

(1) Hors 497 538 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût. Avec la SAS Rue La Boétie, le total des Actifs Financiers disponibles à la vente ressort à 812 646 milliers d'euros.

| (en milliers d'euros)  | Total<br>31/12/2013 | prix cotés sur<br>des marchés<br>actifs pour des<br>instruments<br>identiques :<br>Niveau 1 | valorisation<br>fondée sur des<br>données<br>observables :<br>Niveau 2 | valorisation<br>fondée sur des<br>données non<br>observables :<br>Niveau 3 |
|--|---------------------|---|--|--|
| <b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>         | <b>30</b>           | <b>0</b>  | <b>30</b>  | <b>0</b>   |
| Créances sur les établissements de crédit                          | 0                   |   |  |  |
| Créances sur la clientèle  | 0                   |   |  |  |
| Titres reçus en pension livrée                                     | 0                   |   |  |  |
| Titres détenus à des fins de transaction                           | 0                   |   |  |  |
| <i>Effets publics et valeurs assimilées</i>                        | 0                   |   |  |  |
| <i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>                  | 0                   |   |  |  |
| <i>Actions et autres titres à revenu variable</i>                  | 0                   |   |  |  |
| Instruments dérivés  | 30                  |   | 30   |  |
| <b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b> | <b>4 954</b>        | <b>0</b>  | <b>4 954</b>   | <b>0</b>   |
| Créances sur la clientèle  | 0                   |   |  |  |
| Actifs représentatifs de contrats en unités de compte              | 0                   |   |  |  |
| Titres à la juste valeur par résultat sur option                   | 4 954               |   |  |  |
| <i>Effets publics et valeurs assimilées</i>                        | 0                   |   |  |  |
| <i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>                  | 4 954               |   |  |  |
| <i>Actions et autres titres à revenu variable</i>                  | 0                   |   |  |  |
| <b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>                    | <b>306 257</b>      | <b>83 540</b>   | <b>222 717</b>   | <b>0</b>   |
| Effets publics et valeurs assimilées                               | 58 272              | 58 272  |  |  |
| Obligations et autres titres à revenu fixe                         | 50 301              | 25 268  | 25 033   |  |
| Actions et autres titres à revenu variable (1)                     | 197 684             |   | 197 684  |  |
| Créances disponibles à la vente                                    | 0                   |   |  |  |
| <b>Instruments dérivés de couverture</b>                           | <b>13 890</b>       | <b>0</b>  | <b>13 890</b>  | <b>0</b>   |
| <b>Total actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>         | <b>325 131</b>      | <b>83 540</b>   | <b>241 591</b>   | <b>0</b>   |
| Transfert issus du Niveau 1  |                     |   |  |  |
| Transfert issus du Niveau 2  |                     |   |  |  |
| Transfert issus du Niveau 3  |                     |   |  |  |
| <b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>                | <b>0</b>            | <b>0</b>  | <b>0</b>   | <b>0</b>   |

Les montants dans les tableaux ci dessus sont présentés y compris créances rattachées et nets de dépréciations

(1) Hors 497 538 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût. Avec la SAS Rue La Boétie, le total des Actifs Financiers disponibles à la vente ressort à 803 794 milliers d'euros.

## Passifs financiers valorisés à la juste valeur

| (en milliers d'euros)   | Total<br>30/06/2014 | prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques :<br>Niveau 1 | valorisation fondée sur des données observables :<br>Niveau 2 | valorisation fondée sur des données non observables :<br>Niveau 3 |
|---|---------------------|---|---|---|
| <b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>         | <b>565</b>          | <b>0</b>  | <b>565</b>  | <b>0</b>  |
| Titres vendus à découvert   | 0                   |   |   |   |
| Titres donnés en pension livrée                                     | 0                   |   |   |   |
| Dettes représentées par un titre                                    | 0                   |   |   |   |
| Dettes envers la clientèle  | 0                   |   |   |   |
| Dettes envers les établissements de crédit                          | 0                   |   |   |   |
| Instruments dérivés   | 565                 |   | 565   |   |
| <b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b> | <b>0</b>            | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>  |
| <b>Instruments dérivés de couverture</b>                            | <b>191 623</b>      | <b>0</b>  | <b>191 623</b>  | <b>0</b>  |
| <b>Total passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>         | <b>192 188</b>      | <b>0</b>  | <b>192 188</b>  | <b>0</b>  |
| Transfert issus du Niveau 1   |                     |   |   |   |
| Transfert issus du Niveau 2   |                     |   |   |   |
| Transfert issus du Niveau 3   |                     |   |   |   |
| <b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>                 | <b>0</b>            | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>  |

| (en milliers d'euros)   | Total<br>31/12/2013 | prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques :<br>Niveau 1 | valorisation fondée sur des données observables :<br>Niveau 2 | valorisation fondée sur des données non observables :<br>Niveau 3 |
|---|---------------------|---|---|---|
| <b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>         | <b>565</b>          | <b>0</b>  | <b>565</b>  | <b>0</b>  |
| Titres vendus à découvert   | 0                   |   |   |   |
| Titres donnés en pension livrée                                     | 0                   |   |   |   |
| Dettes représentées par un titre                                    | 0                   |   |   |   |
| Dettes envers la clientèle  | 0                   |   |   |   |
| Dettes envers les établissements de crédit                          | 0                   |   |   |   |
| Instruments dérivés   | 565                 |   | 565   |   |
| <b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b> | <b>0</b>            |   | <b>0</b>  | <b>0</b>  |
| <b>Instruments dérivés de couverture</b>                            | <b>133 584</b>      | <b>0</b>  | <b>133 584</b>  | <b>0</b>  |
| <b>Total passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>         | <b>134 149</b>      | <b>0</b>  | <b>134 149</b>  | <b>0</b>  |
| Transfert issus du Niveau 1   |                     |   |   |   |
| Transfert issus du Niveau 2   |                     |   |   |   |
| Transfert issus du Niveau 3   |                     |   |   |   |
| <b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>                 | <b>0</b>            | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>  |

## **9. Événements postérieurs à fin de la période intermédiaire**

Aucun événement postérieur à fin de la période intermédiaire n'a donné lieu à un ajustement dans les états financiers.

## **10. Périmètre de consolidation au 30 juin 2014**

Les normes de consolidation, IFRS 10, 11 et 12 et IAS 28 amendée, sont entrées en vigueur au 1er janvier 2014. Elles sont d'application rétrospective et conduisent notamment à revoir la nature des intérêts détenus au regard des nouveaux critères de contrôle et de l'évolution de la méthode de consolidation en cas de contrôle conjoint.

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas modifié le périmètre de consolidation de la Caisse régionale Sud Rhône Alpes qui est identique à ceux des 30 juin et 31 décembre 2013. Il est constitué des 82 caisses locales et du fonds dédié Sud Rhône Alpes Placement.

### **10.1 Les Caisses locales**

| CAISSES LOCALES  | ADRESSE du SIEGE SOCIAL                                |
|--|--|
| ALLEVARD   | 3 rue des Ecoles – Les Armoises à Allevard (38580)     |
| ANNEYRON   | 9, place Rambaud à Anneyron (26140)                    |
| AUBENAS  | 18, boulevard de Vernon à Aubenas (07200)              |
| BEAUREPAIRE  | 18, place Yves Pagneux à Beaurepaire (38270)           |
| BOURDEAUX  | Route de Crest à Bourdeaux (26460)                     |
| BOURG D'OISANS   | Avenue de la République à Bourg d'Oisans (38520)       |
| BOURG DE PEAGE   | 9 avenue Alpes Provence à Bourg de Péage (26300)       |
| BOURG ST ANDEOL  | 5 place du Champ de Mars à Bourg St Andéol (07700)     |
| BOURGOIN-JALLIEU   | 60 rue de la République à Bourgoin Jallieu (38300)     |
| BUIS LES BARONNIES   | Boulevard Aristide Briand à Buis les Baronnies (26170) |
| CHABEUIL   | Route de Crest à Chabeuil (26120)                      |
| CHARTREUSE   | 4, place Aristide Briand à St Laurent du Pont          |
| CREMIEU  | 10 cours Baron Raverat à Crémieu (38460)               |
| CREST  | Avenue Georges Clémenceau à Crest (26400)              |
| DIE  | 1 place de la République à Die (26150)                 |
| DIEULEFIT  | Rue Malautière à Dieulefit (26220)                     |
| GRENOBLE : Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel pour le Développement du département de l'Isère | 15, 17 rue Paul Claudel à Grenoble (38000)             |
| GRENOBLE ET ENVIRONS   | 47, avenue Marcelin Berthelot à Grenoble (38000)       |
| GRIGNAN-TAULIGNAN  | Rue Sous les Remparts à Grignan (26230)                |
| HAUT-GRESIVAUDAN   | Avenue de la Gare à Pontcharra (38530)                 |
| HAUTERIVES   | Grande Rue à Hauterives (26390)                        |
| HEYRIEUX   | Avenue de la République à Heyrieux (38540)             |
| ISERE : Caisse Locale de l'ISERE   | 15, 17 rue Paul Claudel à Grenoble (38000)             |
| JOYEUSE  | Route nationale à Joyeuse (07260)                      |

|   |  |
|---|--|
| LA BIEVRE   | 22 rue des Cordiers à La Côte St André (38260)             |
| LA CHAPELLE EN VERCORS  | Avenue des Grands Goulets à La Chapelle en Vercors (26420) |
| LA MURE   | 2 avenue Chion Ducollet à La Mure d'Isère (38350)          |
| LA TOUR DU PIN  | 5 place de la Nation à La Tour du Pin (38352)              |
| LA VERPILLIERE  | 465 rue de la République à La Verpillière (38290)          |
| LA VOULTE   | 4 rue Boissy d'Anglas à La Voulte (07800)                  |
| LAMASTRE  | 17 place Rampon à Lamastre (07270)                         |
| LARGENTIERE   | Rue Camille Vielfaure à Largentière (07110)                |
| LE GRAND LEMPS  | 18 place du Château au Grand Lemps (38690)                 |
| LE TEIL   | 36 rue de la République au Teil (07400)                    |
| LES ABRETS  | 37 rue Jean Jannin aux Abrets (38)                         |
| LES AVENIERES   | 9 avenue Perriollat aux Avenières (38630)                  |
| LES BOUTIERES   | Rue de la Poste au Cheylard (07160)                        |
| LES HAUTS PLATEAUX  | Le Village à Coucouron (07470)                             |
| LES VANS  | Avenue Ferdinand Nadal – Les Vans (07140)                  |
| LORIOL  | 9 avenue du Général de Gaulle à Loriol sur Drôme (26270)   |
| LUC EN DIOIS  | Route nationale à Luc en Diois (26310)                     |
| MENS-CLELLES  | Rue du Pas de l'Aiguille à Mens (38710)                    |
| MEYZIEU/PONT DE CHERUY  | 15, 17 rue Louis Saulnier à Meyzieu (69330)                |
| MONTELIMAR  | 11 place du Théâtre à Montélimar (26200)                   |
| MORESTEL  | Place de l'Hôtel de Ville à Morestel (38510)               |
| NYONS   | 1 place de la Libération à Nyons (26110)                   |
| PIERRELATTE   | Rue du Docteur Jaume à Pierrelatte (26700)                 |
| PONT DE BEAUVOISIN  | Place du Professeur Trillat à Pont de Beauvoisin (38480)   |
| PRIVAS  | 4 cours du Palais Privas (07000)                           |
| PRIVAS : Caisse Locale pour le développement du département de l'ARDECHE (UNICAPITAL) | Avenue de l'Europe Unie à Privas (07000)                   |
| ROMANS  | 27, 29 et 31 place Jean Jaurès à Romans (26100)            |
| ROUSSILLON  | 96 rue de la République au Péage de Roussillon (38550)     |
| RUOMS   | 97 route nationale de Ruoms (07120)                        |
| SARRAS/ANDANCE  | Avenue du Vivarais à Sarras (07370)                        |
| SEDERON   | Route nationale de Sederon (26560)                         |
| ST AGREVE   | 3 rue du Docteur Tourasse à St Agrève (07320)              |
| ST FELICIEN   | Rue Charles Forot à St Félicien (07410)                    |
| ST GEOIRE EN VALDAINE   | Place de l'Eglise à ST GEOIRE EN VALDAINE (38620)          |
| ST GEORGES D'ESPERANCHE   | 9, place E. Budillon à St Georges d'Espéranche (38790)     |
| ST JEAN DE BOURNAY  | 8 rue Hector Berlioz à St Jean de Bournay (38440)          |
| ST JEAN EN ROYANS   | Place du Champ de Mars à St Jean en Royans (26190)         |
| ST MARCELLIN  | Boulevard Riondel à St Marcellin (38164)                   |
| ST PAUL TROIS CHATEAUX  | Place de la Libération à St Paul Trois Châteaux (26130)    |

|   |   |
|---|---|
| ST PERAY  | Place de l'Hôtel de Ville à St Peray (07130)          |
| ST SAUVEUR LES OLLIERES   | Rue des Ecoles à St Sauveur de Montagut (07190)       |
| ST SYMPHORIEN D'ozon  | 9, quai Hector Berlioz à St Symphorien d'ozon (69360) |
| ST VALLIER  | Place Aristide Briand à St Vallier (26240)            |
| SUZE-TULETTE  | Avenue des Côtes du Rhône à Suze la Rousse (26790)    |
| TAIN L'HERMITAGE  | 35 avenue J. Jaurès à Tain l'Hermitage (26600)        |
| TOURNON   | 31 place J. Jaurès à Tournon sur Rhône (07300)        |
| TULLINS   | Place Jean Jaurès à Tullins (38210)                   |
| VALENCE : Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel pour l'Essor et le Développement de la Drôme (DROM'ESSOR) | 290 rue Faventines à Valence (26000)                  |
| VALENCE ET SA REGION  | 77 avenue Sadi Carnot à Valence (26000)               |
| VALLON PONT D'ARC   | Rue Jean Jaurès à Vallon Pont d'Arc (07)              |
| VERNOUX   | Avenue Vincent d'Indy à Vernoux (07240)               |
| VIENNE  | 9 place Miremont à Vienne (38200)                     |
| VIF   | 9 avenue de la Gare à Vif (38450)                     |
| VILLARD DE LANS   | Avenue Général de Gaulle à Villard de Lans (38250)    |
| VILLENEUVE DE BERG  | Place de l'Esplanade à Villeneuve de Berg (07170)     |
| VINAY   | 13 place de l'Hôtel de Ville à Vinay (38470)          |
| VIRIEU SUR BOURBRE  | 5 place de la Nation à La Tour du Pin (38)            |
| VOIRON  | 1 place Général Leclerc à Voiron (38500)              |

## 10.2 Le fonds dédié Sud Rhône Alpes Placement

Le fonds dédié Sud Rhône Alpes Placement est un Fonds Commun de Placement dans lequel le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes possède 99,55% des parts et du contrôle.

**CAISSE REGIONALE DE CREDIT  
AGRICOLE MUTUEL SUD RHONE ALPES**

Rapport des Commissaires aux Comptes  
sur l'information financière semestrielle 2014

FIDUREL

MAZARS

## **FIDUREL**

SIEGE SOCIAL : 8, AVENUE JEAN MONNET – 26000 VALENCE  
TEL : +33 (0) 4 75 83 11 11 - FAX : +33 (0) 4 75 83 25 61

## **MAZARS**

SIEGE SOCIAL : LE PREMIUM - 131, BOULEVARD STALINGRAD – 69624 VILLEURBANNE CEDEX  
TEL : +33 (0) 4 26 84 52 52 - FAX : +33 (0) 4 26 84 52 59

# **CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL SUD RHONE ALPES**

Siège Social : 15 - 17 rue Paul Claudel 38000 GRENOBLE  
Société Coopérative à Personnel et Capital Variables  
RCS GRENOBLE 402 121 958

**Rapport des Commissaires aux Comptes  
sur l'information financière semestrielle 2014**

FIDUREL

MAZARS

## **Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2014**

Aux Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Sud Rhône Alpes, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

**CAISSE REGIONALE  
DE CREDIT  
AGRICOLE MUTUEL  
SUD RHÔNE ALPES**  
*Comptes Consolidés  
Information financière  
semestrielle*  
30 juin 2014

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe des comptes consolidés intermédiaires résumés qui décrit les nouvelles normes et interprétations appliquées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

## **2. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

*Fait à Valence et à Villeurbanne, le 31 juillet 2014*

Les commissaires aux comptes

FIDUREL

MAZARS

Gérard Fourel  
*Associé*

Emmanuel Charnavel  
*Associé*



**CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL SUD RHONE ALPES**  
**SOCIETE COOPERATIVE à CAPITAL VARIABLE**  
**Au capital actuel de 70 283 056,25 euros**  
**Siège social : 15-17, rue Paul Claudel - 38100 GRENOBLE**  
**402 121 958 RCS GRENOBLE**

**ATTESTATION DU DIRECTEUR GENERAL RESPONSABLE DE L'INFORMATION**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels du 30 juin 2014 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Valence  
Le 22 juillet 2014

Christian ROUCHON  
Directeur Général